

LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Ve année - n°78/79 - Déc. 79 / Janvier 80 - Prix 5 francs -

Organe du Comité Exécutif de la IV^e INTERNATIONALE

Contre le réarmement terroriste de la Ste Alliance de l'Impérialisme et du Kremlin!

L'INDEPENDANCE DU PROLETARIAT:

SON Résolution du Comité Exécutif de la IV^e Internationale
INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE !

I

Une nouvelle étape dans la lutte des classes est en train de s'ouvrir. La IV^e Internationale l'aborde dans la préparation de son VII^e Congrès en précisant et approfondissant sa stratégie et sa tactique internationales, en formulant ses nouvelles tâches. C'est-à-dire en préparant conscientement et de façon organisée le parti aux grandes luttes de masses qui sont à l'ordre du jour.

II

La situation actuelle est caractérisée : par la lutte des peuples opprimés des pays coloniaux et semi-coloniaux qui précipite les affrontements de classe dans les métropoles impérialistes et dans les pays sous la domination de la bureaucratie stalinienne, d'une

part. D'autre part, face à cette vague révolutionnaire qui secoue le globe, par la décomposition accélérée des méopismes mis en place par l'impérialisme et le stalinisme pour maintenir leur contrôle sur le prolétariat au travers de la politique de collaboration de classe.

III

L'étape précédente a été déterminée par

les grands mouvements (en particulier en Europe de l'Ouest et de l'Est ainsi qu'en Amérique Latine) qui, à partir de 1968, ont changé la situation dans la lutte de classes en faveur du prolétariat. Mais aussi par un rapprochement défensif de la Sainte Alliance de l'impérialisme et du stalinisme adaptant les mesures contre-révolutionnaires à la nouvelle situation.

Les accords d'Helsinki ont constitué le point culminant de la tentative d'arrêter le processus révolutionnaire en Europe (Espagne, Portugal, Pologne) d'instaurer des dictatures militaires en Amérique Latine, de rétablir l'ordre impérialiste au Moyen-Orient et en Extrême-Orient sur la base de l'intégration de la bureaucratie chinoise aux plans révolutionnaires. Ces accords contenaient une collaboration accrue entre le stalinisme et la social-démocratie dans tous les pays et en particulier en Allemagne (RDA, RFA), en France et au Chili. Ils contenaient aussi l'intégration des centristes, se réclamant frauduleusement de la Suite p.2.

Suite de la P.I

l'Ve Internationale, à la politique de collaboration de classe au travers de la Fraction dite "euromarxiste" de l'appareil international du Kremlin.

Face au nouveau tournant qui se prépare dans la lutte des classes; annoncé par les combats des travailleurs et peuples d'Asie Centrale, la "Coexistence pacifique" (qui était déjà en difficulté lors de la conférence de Belgrade) est aujourd'hui au bord de l'éclatement. Ceci s'explique par le fait que l'imperialisme, avec l'aide de la bureaucratie, a été incapable de faire reculer le prolétariat de façon significative dans aucun des pays capitalistes "avancés". De plus, cette collaboration n'a pas pu éviter à l'imperialisme U.S. d'être mis en échec en Indochine, en Amérique Latine et en Iran.

IV

Dans la prochaine étape, le principal danger pour le prolétariat sont les nouvelles illusions que peut engendrer la conduite de la bureaucratie stalinienne face à la menace d'éclatement de la "coexistence pacifique". En effet, la bourgeoisie mondiale (et surtout l'imperialisme U.S.), sans être en mesure d'organiser immédiatement la guerre contre-révolutionnaire, tente de corriger ses plans politiques et militaires vers cet objectif, d'en faire dès maintenant un moyen de chantage (installation des missiles nucléaires en Europe, intégration de l'Espagne à l'OTAN, nouveaux crédits pour l'armée U.S., préparatifs d'intervention en Iran et au Pakistan, etc...).

La bureaucratie stalinienne, dont le pouvoir est lié au maintien de l'ordre impérialiste mais qui est vouée à disparaître dans la guerre de classe entre bourgeois et prolétaires, tentera d'utiliser le mouvement ouvrier pour sauver sa "coexistence pacifique". Cela prendra la forme de manœuvres, d'aventures dans les pays sous contrôle impérialiste et de répression dans les pays de l'Est. Ceci au nom de la sauvegarde de la paix, de la démocratie, du non-retour à la guerre froide et de la coexistence des prétendus "blocs". C'est ainsi que le Kremlin prépare la IIIe Conférence "sur la sécurité et la coopération en Europe" (Novembre 80 à Madrid) pour y négocier une nouvelle capitulation devant l'imperialisme. C'est ainsi qu'il tentera de couvrir, avec une campagne pour le "désarmement", le réarmement terroriste de la Sainte Alliance des bourgeois et bureaucraties. La bureaucratie stalinienne met déjà cette politique en pratique en Afghanistan.

Le danger serait donc qu'une partie du prolétariat prenne les manœuvres diplomatiques du Kremlin (menées au nom du "désarmement") comme la solution démocratique et pacifique à l'impasse des "Unions Nationales" et "Unions Sacrées". Et qu'une autre, désorientée par la campagne anti-léniniste de la période précédente, soit rejetée dans les bras de l'imperialisme en réaction aux aven-

tures bureaucratiques du Kremlin. C'est ces dangers qu'a révélé l'intervention des troupes du stalinisme en Afghanistan. Tout en voulant soumettre le prolétariat à la politique de Khomeiny (par peur d'une extension de la vague révolutionnaire d'Iran aux Républiques Asiatiques sous la dictature du Kremlin), le stalinisme court au secours d'un état bourgeois en décomposition. Cette intervention organisée pour sauver la "coexistence pacifique" constitue en même temps une tentative désespérée de prévenir l'intervention de l'imperialisme U.S. en Iran. En réalité, elle ne fait que la préparer car, cette intervention étant dirigée contre la lutte du prolétariat mondial et des peuples opprimés, elle apporte un soutien au maintien de l'ordre impérialiste.

La propagande mensongère que la bureaucratie stalinienne et ses agents développent (sous des formes diverses en fonction des liens noués pendant la période précédente avec les bourgeoisies nationales) autour de leur politique en Asie centrale a pour fonction, en premier lieu, de subordonner les prolétariats des métropoles capitalistes à ses manœuvres diplomatiques et au marchandage de formes de collaboration de classes dans chaque pays. Une partie des travailleurs (comme en Espagne par exemple) approuve aujourd'hui l'intervention du Kremlin en Afghanistan; car elle y voit un désaveu de l'Union Sacrée conclue par Carillo, alors même que le Kremlin est plus que jamais pour la maintenir tout en voulant éviter l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN. En même temps cette intervention policière et bureaucratique risque de jeter certains secteurs ouvriers dans les bras de l'imperialisme. Aux U.S.A., par exemple, nombre de travailleurs soutiennent l'organisation du boycott économique de l'URSS par l'Equipe de Carter, ce qui facilite à ce dernier la tentative de militariser le pays.

Cette confusion est la conséquence de l'appui criminel que le stalinisme apporte depuis toujours au Parti Démocrate.

V

La préparation du VII Congrès de la l'Ve Internationale doit être définie par conséquent comme une lutte pour l'indépendance du prolétariat mondial par rapport à l'appareil international du Kremlin et à sa campagne "pour le désarmement". Elle est définie comme l'armement politique du prolétariat contre la théorie et la pratique stalinienne de la division du monde en deux blocs. Cette lutte pour l'indépendance du prolétariat signifie l'affirmation du programme et des objectifs propres de la classe ouvrière, dont le but et la méthode est la dictature prolétarienne dans une République universelle des Conseils Ouvriers érigée à travers la Révolution mondiale.

La l'Ve Internationale organisera autour de cette politique les ouvriers et les jeunes en préparant le boycott international de

La conférence de Madrid et la Contre-Conférence prolétarienne : contre le réarmement terroriste de la Sainte Alliance des bourgeois et bureaucraties ! Contre la subordination du prolétariat à la diplomatie de la bureaucratie stalinienne ! Pour les Etats Unis Socialistes d'Europe ! Pour la République Universelle des Conseils ! Pour le Retour à Lénine !

Cette bataille sera concentrée autour du mot d'ordre de l'Allemagne unie et socialiste. En effet, le prolétariat international doit avancer sa propre solution à la division de l'Allemagne dans la mesure où elle constitue la pièce maîtresse de la coexistence pacifique. Si le prolétariat international n'intervient pas, les efforts de la bureaucratie pour sauvegarder la division de l'Allemagne vont renforcer l'oppression nationale dans ce pays et permettront à la bourgeoisie de se réorganiser et de se préparer à la réunification contre-révolutionnaire de l'Allemagne, contre les conquêtes socialistes issues de la Révolution d'Octobre.

C'est sur cette base que la IV^e Internationale prépare son combat lors des élections présidentielles de novembre 1980 aux USA, en tant qu'un combat pour la révolution mondiale. Ces élections ont une signification internationale de grande importance pour la classe ouvrière mondiale, car c'est à travers ces élections que la bourgeoisie US tente de terroriser et de soumettre la classe ouvrière américaine au nouvel ordre mondial qu'il essaie d'établir. En menant une campagne massive pour un candidat ouvrier sur un programme ouvrier, pour organiser la classe ouvrière américaine contre l'impérialisme US, pour la défense de la révolution mondiale, dans ces élections, la classe ouvrière US peut porter un coup décisif à l'impérialisme US (et à ses plans réactionnaires) en regroupant son avant-garde dans la lutte pour la fondation du Workers Party, section US de la IV^e Internationale.

C'est dans ce cadre que la IV^e Internationale défend inconditionnellement la révolution iranienne. En même temps, le prolétariat ne doit en aucune manière s'associer à la campagne de l'impérialisme US pour le retrait des troupes du Kremlin à Kaboul. Ce retrait ne pourrait signifier que l'occupation de l'Afghanistan par l'armée pakistanaise, téléguidée par l'impérialisme. Elle appelle les ouvriers et les paysans d'Afghanistan à poursuivre leur lutte contre les féodaux et les bourgeois, pour les exproprier, et de se préparer avec les peuples d'Iran, d'Europe d'URSS et d'Amérique à abattre l'impérialisme et son agence, la bureaucratie stalinienne, par la méthode de la révolution mondiale.

VI

Cette lutte d'ensemble nécessite que la IV^e Internationale clarifie d'avantage la question de la démocratie. L'appareil international du Kremlin, plus que jamais, présente la

sauvegarde de sa coexistence pacifique avec l'impérialisme comme une sauvegarde de la démocratie. En réalité, cette campagne menongère, dans laquelle il trouve le soutien des centristes, vise à subordonner d'avantage la classe ouvrière aux états bourgeois à ouvrir la répression féroce contre les travailleurs des Pays de l'Est. Le maintien de la démocratie ne peut avoir qu'un tel contenu, car l'époque dans laquelle nous vivons, l'impérialisme (stade suprême du capitalisme), signifie que toute lutte pour les droits démocratiques, pour l'indépendance nationale, ne peut aboutir que dans le cadre des Fédérations Libres Socialistes des Ouvriers et Peuples Opprimés, c'est à dire sur les ruines de l'impérialisme mondial, abattu par les méthodes de la révolution socialiste.

La lutte pour les droits démocratiques constitue un élément d'éducation du prolétariat de sa libération de la tutelle des appareils, un moyen pour le prolétariat de s'assurer du soutien de la paysannerie pauvre, seulement dans la mesure où cette lutte est menée par les moyens révolutionnaires et dans la perspective de la révolution mondiale. Tels sont les enseignements du combat de Lénine et du parti bolchévique, telle est la lutte de la IV^e Internationale. Autrement, c'est un noeud coulant autour du cou du prolétariat international.

Dans l'étape de la lutte des classes qui est en train de finir, les centristes se réclament de la IV^e Internationale ont subordonné toute leur politique à la campagne des "droits de l'homme" de Carter et de la fraction "eurocommuniste" du Kremlin avec les bourgeois en Europe. Aujourd'hui, au moment où tout ce dispositif contre-révolutionnaire de la "coexistence pacifique" menace d'écarter sous la poussée de la vague révolutionnaire, les centristes essayent désespérément de concilier les principes de la démocratie impérialiste avec leur soutien à la diplomatie de la bureaucratie stalinienne.

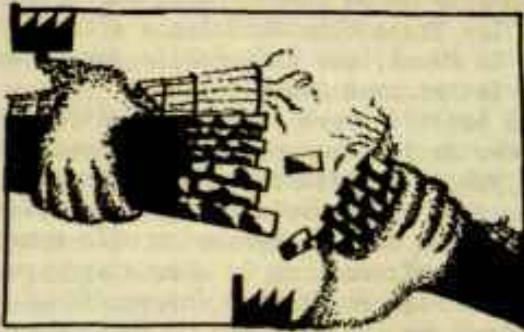
Ainsi, face à l'intervention des chars du Kremlin à Kaboul, incapables de dégager une conduite révolutionnaire pour le prolétariat, les centristes se contentent d'une prise de position et restent en expectative. Ils la condamnent du point de vue du pacifisme et des principes de la démocratie impérialiste, tout en tentant de convaincre le prolétariat que, intervenant en Afghanistan, l'appareil du Kremlin serait obligé d'aller plus loin qu'il ne veut et qu'il défendrait d'une manière déformée les intérêts du prolétariat et les conquêtes d'Octobre.

Le SWP américain, quant à lui, soutient l'intervention comme un acte révolutionnaire, tout en soutenant l'appareil international du Kremlin dans sa politique de soumission du prolétariat des USA au Parti Démocrate et à la bureaucratie syndicale, c'est-à-dire la démocratie impérialiste. L'OCI française condamne l'entrée des chars du Kremlin



Rudolf Bahro, à la conférence de presse, le 16 novembre 1979.

retour à lénine !



**conférence des militants
d'EUROPE DE L'EST**

A propos du livre de BAHRO...

UNE ALTERNATIVE?

Arrêté et emprisonné en Mai 1977, puis condamné à huit années de prison en Juin 78 pour "espionnage" (en réalité pour avoir écrit son livre, "l'Alternative"), Bahro est maintenant libre et vit en RFA. Tant en RFA qu'en France, Bahro a, au cours de conférences de presse, clairement signifié son engagement dans le combat politique. Ce qu'il se propose de faire jette une lumière sur son livre, la lecture de son livre permet de comprendre réellement ses intentions.

Car "l'Alternative se propose d'être la base théorique du regroupement d'une opposition à l'Est de l'Europe. Et Mandel s'est précipité sur ce livre et son écrivain pour saluer le retour de "Marxisme allemand" contre le Léninisme. En réalité, voilà pour Mandel, un opposant de l'Est profondément attaché au stalinisme. Son livre et ses déclarations l'attestent.

Bahro est pour la "détente", c'est-à-dire la politique stalinienne d'alliance avec l'impérialisme pour imposer l'ordre mondial des bourgeois et bureaucraties. Il utilise tous les arguments staliniens contre le mouvement de la révolution politique à l'Est en le présentant comme un danger d'affaiblissement du "bloc socialiste" et en le désignant comme contre-révolutionnaire. De ce fait, il calomnie la classe ouvrière en la désignant comme aspirant au "modèle de vie bourgeois", ceci particulièrement en RDA. Pour lui, le

plus grand danger vient donc des travailleurs. Il falsifie l'histoire du "Printemps de Prague" en affirmant que la classe ouvrière a été absente de la lutte. Il se base sur la théorie des "blocs", chère au stalinisme et au pablisme (que représente Mandel). Dans ce cadre, il reconnaît comme socialistes les pays de l'Est. Il utilise même l'expression "socialisme réellement existant" chère aux eurostaliniens dont il se réclame. Cette expression signifie : il y a le socialisme dont certain rêvent, et puis il y a celui qui "existe réellement", c'est celui où la classe ouvrière n'est pas au pouvoir et où une bureaucratie exerce sa dictature.

Mandel a beau nous affirmer que, bien qu'utilisant cette expression, Bahro pense profondément à autre chose, les positions politiques sont là : l'auteur de "l'Alternative" défend, comme les staliniens le font, le caractère de ces régimes et l'ordre mondial auquel ils sont attachés.

Au moment même où Bahro condamne toute action prolétarienne, la classe ouvrière de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Hongrie et d'URSS même, se radicalise et entre en lutte avec une ampleur qui annonce des affrontements sans précédent. C'est ce mouvement tendant, à condition de forger sa direction



Prague, il y a 11 ans...

révolutionnaire, à développer la révolution d'Octobre 17, qui est fondamental et non un danger de "déstabilisation" des pays de l'Est produisant un risque de restauration capitaliste.

Ce sont les staliniens et leurs alliés qui mettent en avant ce danger pour réprimer toute mobilisation prolétarienne.

Ces arguments et théories de Bahro, qui ne présentent aucun caractère d'indépendance réelle vis-à-vis de celles du stalinisme, n'auraient aucune influence sur la classe ouvrière et le rassemblement de son avant-garde si Mandel ne lui apposait pas le cache "marxiste" d'un dirigeant se réclamant du Trotskysme, de la lutte de toujours contre la dégénérescence stalinienne.

Pour le rassemblement de l'avant-garde en URSS et dans les pays de l'Est, c'est-à-dire pour la construction de la IV^e Internationale et le "Retour à Lénine", il est nécessaire de mettre en échec cette nouvelle tentative de Mandel qui enfourche, au travers de Bahro, le cheval du "marxisme allemand" contre le Léninisme. Approfondissement de l'attaque anti-léniniste menée par les euro-staliniens, la théorie de Bahro doit être combattue afin de démasquer l'entreprise des faux trotskystes comme Mandel qui joignent leur voix à cette aile de la bureaucratie. C'est pour cette raison qu'il est nécessaire d'étudier et de lutter contre les positions de Bahro.

BAHRO ET LA "DETENTE".

Au cours d'une conférence de presse en France, le 16 Novembre, Bahro a réaffirmé son soutien à la "détente" entre l'Est et l'Ouest, c'est-à-dire à la Sainte Alliance entre l'impérialisme et le stalinisme. Dans son livre, il exprime la proposition suivante : la bureaucratie devrait prendre l'offensive en matière de désarmement en se désarmant réellement. Celà obligerait, selon lui, l'impérialisme à en faire de même. Nous voyons sur



cette question, apparaître l'idéalisme qui est une constante dans le livre de Bahro. Car, que signifie la "détente" (où coexistence pacifique) ? Qu'est-ce que Bahro soutient au nom de la défense des conquêtes socialistes ?

Le sous-titre de "l'Alternative" est "pour une critique du socialisme réellement existant". Nous avons vu que penser de cette caractérisation de l'URSS et des pays de l'Est. Ce qu'il faut d'abord mettre en relief, c'est que Bahro veut isoler ces "sociétés" du "socialisme réellement existant" pour développer son programme. Selon lui, ces "sociétés" sont menacées par l'OTAN uniquement. Elles sont l'enjeu de la lutte entre deux blocs. Cette idée bourgeoise de "blocs" en lutte cache la réalité qui est celle de l'unité mondiale de la lutte des classes. Elle cache la réalité d'aujourd'hui et condamne toute action prolétarienne à l'Est comme un élément d'affaiblissement du "bloc socialiste" qui ne pourrait se faire qu'au compte du "bloc impérialiste".

En réalité, aujourd'hui plus que jamais, les conquêtes ouvrières à l'Est de l'Europe sont l'enjeu de la lutte mondiale entre prolétaires et bourgeois.

La crise du système monétaire international et la crise économique qui sont le produit de cette lutte de classe, de l'offensive ouvrière commencée en 1968, ne peuvent être résolus pour la bourgeoisie par des mesures pacifiques. L'Impérialisme ne peut résoudre sa crise qu'en attaquant toutes les conquêtes ouvrières. Cette attaque s'exprime à l'Ouest par une série de mesures de licenciements (sidérurgie, industrie automobile, etc...), de remises en cause des libertés ouvrières (droit de grève, de manifestation, d'affichage et d'expression en général, droits syndicaux, etc...), s'exprime par la tentative de récupérer au compte du capital les marchés de l'Est de l'Europe. Les conquêtes socialistes à l'Est de l'Europe et en URSS font partie intégrante des conquêtes ouvrières que le capital menace.

Or ces conquêtes ne peuvent être défendues dans le cadre où elles ont existé jusqu'à maintenant. Car, d'une part, le statu quo ayant éclaté dans le monde, l'impérialisme accroît sa pression sur ces pays, fort de la domination mondiale qu'il détient. D'autre part, ces conquêtes sont intenables dans dans le cadre de la dictature bureaucratique qui s'exprime par leur maintien "dans un seul pays". Les conquêtes socialistes, c'est-à-dire la planification de l'économie sur la base de l'expropriation du capital, le monopole du commerce extérieur, la centralisation des finances dans une banque d'état, ont eu comme résultat le développement des forces productives. Ces forces productives se heurtent directement aux frontières nationales. Leur développement exige leur ex-

pression sur le plan mondial. Cette contradiction entre le caractère socialiste de la planification et le cadre bourgeois (parce que national) imposé par la bureaucratie stalinienne avec sa politique du "socialisme dans un seul pays", s'est exprimée d'abord dans la révolte de Berlin-Est en 53. La révolution hongroise de 56, les explosions en Pologne et dans les autres pays sont l'expression de la révolte des forces productives vis-à-vis du cadre national qui leur est imposé.

La bureaucratie stalinienne parasitaire est prise entre l'étau de fer de la lutte mondiale entre les classes. Elle est confrontée à la menace impérialiste sur les conquêtes socialistes, menace qui saperait les bases de son pouvoir parasitaire d'une part, et d'autre part à la révolte des forces productives, dont la classe ouvrière est la principale, vis-à-vis du cadre national.

Dans cette situation, la bureaucratie montre avec évidence son rôle d'agence de l'impérialisme car c'est à ses exigences qu'elle céde et non à celles du prolétariat. C'est le contenu des "réformes de la planification" qu'elle mène dans les différents pays de l'Est et qui consistent à réintroduire l'économie planifiée dans l'économie mondiale. C'est-à-dire de faire dépendre les pays de l'Est de la division internationale du travail, dans le cadre d'une économie dominée par l'impérialisme. A cette "réforme de la planification" tendant à réintroduire le capital dans les pays de l'Est, correspond la politique de la "détente" voulue par la bureaucratie.

La "détente" que soutient Bahro ne protège donc pas les conquêtes socialistes, elle les met en cause. Cette politique internationale de la bureaucratie est menée au compte de l'Impérialisme, la classe ouvrière mondiale doit la combattre, elle la combat au travers de son opposition à la "réforme de la planification" à l'Est de l'Europe.

L'existence des conquêtes socialistes, leur défense, exige leur développement, c'est-à-dire la continuation de la révolution d'Octobre 17 en URSS tant contre l'Impérialisme que contre le stalinisme. Le premier pas dans cette voie est la révolution européenne pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe. L'Allemagne, divisée en deux, concentre cette lutte conjointe contre bourgeois et bureaucraties. Tout mouvement révolutionnaire en Allemagne (RFA ou RDA) sera le début d'une offensive ouvrière contre la "détente", pour la défense et le développement des conquêtes socialistes contre la bureaucratie stalinienne, agence de l'Impérialisme. Un mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière ne peut qu'avoir ce contenu. Cette réalité est niée par Bahro lorsqu'il dit :

... le danger est très grand de voir la RDA éclater si nous prenons le risque d'en-

gager une confrontation politique dans le pays. En effet, spontanément, les masses se tournent vers le modèle de vie bourgeois." Cette affirmation a été démentie par l'histoire. C'est l'argument principal, calomniateur envers le prolétariat, qu'utilise, le stalinisme pour imposer sa dictature. Il se peut qu'individuellement, tel ou tel individu aspire à un modèle de vie bourgeois. Mais quand les masses entrent en action, comme à Berlin-Est en 53, elles forment leurs conseils ouvriers et tendent à établir le contrôle ouvrier sur la production. C'est en cela que réside le caractère révolutionnaire du prolétariat EN TANT QUE CLASSE.

POUR BAHRO, L'IDÉE EST LE NOUVEAU MOTEUR DE L'HISTOIRE.

Car c'est précisément cela que Bahro remet en cause. Au prolétariat comme classe, comme force sociale, il oppose l'individu avec ses idées. Or l'individu isolé a les idées que la classe dominante lui impose, c'est-à-dire celles de l'impérialisme dont la bureaucratie est la courroie de transmission à l'Est de l'Europe. L'ouvrier isolé est le plus soumis à cette idéologie dominante car l'impérialisme concentre sa propagande sur lui précisément. Bahro, pour qui l'idée seule est révolutionnaire, constate que l'ouvrier n'est donc pas révolutionnaire. Mais les forces sociales sont implacables, les idées les expriment. Et celles de Bahro sont le produit d'une couche sociale qu'il nous faut analyser.

Car Bahro est un opposant. C'est un opposant qui se réclame du socialisme et prétend trouver les forces de ses propositions dans des individus de l'appareil bureaucratique. Il dit : "ces aspirations apparaissent jusque dans les rangs les plus élevés de l'appareil". Il s'agit des aspirations de ce qu'on appelle l'"eurocommunisme", de ceux qui veulent un consensus mondial. Or ces aspirations trouvent en effet appui dans l'appareil, mais elles s'opposent à un passage réel au socialisme, ce qui reste le but de Bahro. La force sociale sur laquelle veut s'appuyer Bahro s'oppose au but qu'il fixe à sa lutte politique. Quelle est cette force sociale qui traverse en effet tout l'appareil bureaucratique mais dont l'unité n'est pas une "idée" de changement mais bien autre chose ?

Cette couche sociale est apparue comme le résultat de la "réforme de la planification". Cette dernière, nous l'avons vu, signifie l'intégration de l'économie planifiée à la division internationale du travail dirigée par l'impérialisme. Elle signifie, pour l'économie des pays de l'Est, d'introduire la notion de "rentabilité" qui est étrangère à la planification répondant aux besoins de la population. Cette exigence de la "rentabilité" signifiait une expulsion des

anciens cadres de la classe ouvrière qui furent portés à la direction des usines lors de l'expropriation de la bourgeoisie. Ces cadres n'ont aucune formation pour imposer aux travailleurs la "rentabilité". A leur place, la bureaucratie a fait appel aux "experts" de l'économie et de la gestion. Les anciens bourgeois sont entrés en masse comme "experts" dans l'appareil économique, ce processus a modifié la composition de la bureaucratie. Ces "experts", champions de l'autonomie des entreprises" (opposée au plan), représentent une fraction traversant l'appareil bureaucratique de haut en bas. Ce sont ceux qui ont des "idées" de changement par rapport à l'état antérieur. Ils réclament la "démocratisation" dans le sens de l'autonomie des entreprises.

Ils veulent renforcer la "détente" dans le sens de l'intégration de l'économie des pays de l'Est à celle du monde dominée par l'impérialisme. Ils s'échappent du monolithisme bureaucratique traditionnel, aggravant la crise de la bureaucratie. C'est l'explication de ladite "démocratisation" qu'ils réclament et dont se réclame Kadar en Hongrie, du grand nombre de bureaucrates en RDA, en Tchécoslovaquie et en Pologne. C'est l'orientation déterminée qu'a prise la Yougoslavie que Bahro montre en exemple.

Mais cette réforme s'oppose aux masses, à la classe ouvrière car avec la "rentabilité", c'est le chômage et l'accroissement des inégalités qui est introduit à l'Est. Elle s'oppose même au programme de révolution culturelle que Bahro met en avant car elle signifie une attaque en règle contre l'enseignement supérieur et exige l'envoi à l'usine d'une main d'œuvre déqualifiée ayant des notions suffisantes pour le travail segmenté.

C'est donc bien de cette couche de techniciens et d'experts, dont l'apparition est le produit de l'intégration de l'économie de l'Est au marché mondial, c'est-à-dire de la pression de l'impérialisme, que vient le danger de restauration capitaliste. De cette couche dans laquelle Bahro met tous ses espoirs alors même qu'il exprime toute sa méfiance envers la classe ouvrière qui aurait un "comportement subalterne". "Comportement subalterne" dans la classe ouvrière? Alors que celle-ci s'est affrontée les armes à la main aux chars russes en 56 dans la Hongrie ! Alors qu'elle mettait en place ses conseils ouvriers en 68 dans la Tchécoslovaquie pendant que Dubcek et son gouvernement (chez lesquels Bahro trouve ceux qui n'ont pas un "comportement subalterne") signaient le Diktat de Moscou et acceptaient l'invasion des chars russes ! Comme ces faits seuls montrent avec éclat la fausseté des affirmations de Bahro. Celui-ci pourra toujours dire qu'il s'agissait de moments exceptionnels. Nous lui répondons déjà qu'en effet, il s'agissait de moments où la classe ouvrière n'était plus une somme d'individus

soumis à l'idéologie dominante l'appelant à rester des subalternes, mais où elle se rassemblait en tant que classe au travers de ses conseils. Mais c'est précisément d'une telle situation dont Bahro a peur. Quelles que soient ses aspirations, ses idées "non subalternes", sa peur et sa méfiance vis-à-vis d'une entrée en scène de la classe ouvrière, traduisent et expriment la peur et la méfiance de ces "experts" qui du sein de l'appareil bureaucratique veulent le changement.

Ceux-ci veulent la "démocratisation" dans le sens de l'"autonomie des entreprises", ils veulent un adoucissement du poids de l'appareil qu'étouffe leurs initiatives, ils veulent un changement mais un changement contrôlé. Car toute action du prolétariat irait précisément en sens inverse de celui que veut cette fraction de la bureaucratie.

Apparemment, le mouvement de la classe va dans le même sens lorsqu'il s'affronte à la chape de plomb de l'appareil bureaucratique, lorsqu'il réclame la démocratie. En réalité, l'exigence de démocratie dans le prolétariat signifie la possibilité qu'il s'organise pour lutter contre les inégalités, contre le chômage et pour le droit à la culture. Elle signifie la lutte pour contrôler la production contre le gâchis bureaucratique et les mesures de rentabilisation. Elle signifie le renforcement de la planification comme position politique de la classe ouvrière contre l'impérialisme et son agence stalinienne. En réalité, les exigences du prolétariat s'opposent à la "réforme de la planification", à la "démocratisation" que demandent ses défenseurs acharnés, elles s'opposent à la couche sociale sur laquelle Bahro veut s'appuyer. C'est pour cela que cette couche sociale est prête à toutes les alliances, à toutes les signatures de diktats soviétiques, pour empêcher ou écraser un mouvement indépendant de la classe ouvrière. Bahro exprime dans son livre et ses déclarations la véritable aversion de cette couche sociale, fraction de la bureaucratie, vis-à-vis de l'action prolétarienne. Ici, nous le voyons, quelles que soient les "idées" généreuses et non "subalternes" de Bahro, celui-ci est soumis à la lutte des classes, aux chocs des forces sociales fondamentales.

Se méfiant des ouvriers, il cherche appui dans une aile de la bureaucratie qui agit au compte de l'impérialisme, il est obligé d'exprimer ses positions politiques tant sur la "detente que sur la nécessité d'un changement par un "processus contrôlé".

BAHRO ET LE "PRINTEMPS DE PRAGUE".

C'est pour cela que Bahro montre en exemple la Yougoslavie où Tito est allé le plus loin dans le sens de l'intégration au capital mon-

dial. Il montre en exemple ce pays qui a avancé vers l'"autonomie des entreprises" et dont les résultats sont là : un million de chômeurs, une jeunesse qui est obligé de s'expatrier pour travailler dans les pays capitalistes. Il ne s'étend donc pas trop sur cet exemple "réussi".

Il préfère développer sur le "Printemps de Prague", où, selon lui, l'action de la classe ouvrière était absente. En 68, ce sont, pour Bahro, les bureaucraties qui ont tout fait dans le sens de la "démocratisation". Cela est faux. Une aile de la bureaucratie a en effet voulu avancer plus dans le sens de l'"autonomie des entreprises" et de la "démocratisation" qui l'accompagne. Les masses y ont mis un tout autre contenu et se sont saisies des brèches qui apparaissaient dans l'appareil pour réaliser leurs aspirations propres. Dans un premier temps, cela s'est exprimé au travers d'une pression dans l'appareil exigeant la démocratie pour les masses, s'exprimant ensuite dans le mouvement de toute la classe au travers de la formation de ses conseils ouvriers. C'est ce fait qui a décidé les staliiniens du Kremlin à envoyer leurs chars. Dubcek ne pouvait que signer un tel diktat car le mouvement de la classe ouvrière était trop dangereux.

Bahro confirme qu'il se place aux côtés de cette aile de la bureaucratie lorsqu'il étend le faux exemple tchécoslovaque pour l'URSS même. Il dit : "Il est certain, par exemple, que la décision prise par les dirigeants soviétiques d'étendre la coopération industrielle et scientifique avec l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest et le Japon, décision sans appel en dernière analyse, VA RENFORCER dans le pays ces mêmes forces qui, EN TCHECOSLOVAQUIE, ont combattu en première ligne contre le régime Novotny. Les savants, les TECHNICIENS et les ECONOMISTES soviétiques se heurteront plus fréquemment et plus violemment que jamais à l'inadaptation de l'ancienne superstructure aux nouvelles forces productives".

Bahro reconnaît le rôle de cette aile de la bureaucratie qui exprimait l'intégration de l'économie au marché impérialiste. Pour lui, le Printemps de Prague se réduit à une lutte entre deux ailes de la bureaucratie. Le reste, la classe ouvrière, il ne veut pas en entendre parler.

Et par extension, il présente la possibilité de changement en URSS comme l'expression du choc des mêmes forces sociales. Celles qui veulent accélérer le processus d'intégration au marché mondial et celles qui hésitent à attaquer les conquêtes socialistes car elles redoutent la classe ouvrière. Pour Bahro donc, la classe ouvrière ne doit pas jouer un rôle car s'il lui arrivait de le faire, elle s'opposerait à ce processus.

Ainsi, ne voyant pas la force sociale (l'impérialisme) qui se cache derrière les techniciens et autres experts, Bahro prend cette couche en soi car, elle, a des idées, et

en fait une classe fondamentale de la société. La lutte de classe se transforme en lutte entre ceux qui détiennent la conscience (l'idée) et ceux qui ne l'ont pas et dirigent en s'appuyant sur les travailleurs manuels (qui ne peuvent qu'avoir un comportement subalterne). Plus de lutte entre bourgeois et prolétaires mais, citons Bahro : "l'évolution ainsi engagée mènera à la longue au projet de la grande alliance entre les forces de la révolution culturelle contre les deux monopolismes d'Etat". ("L'Alternative", p.317) (C'est-à-dire pour Bahro, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin).

POUR BAHRO, QUELLE STRATEGIE, QUEL PARTI ?

Quel parti ? A l'Est, cela ne fait aucun doute, les P.C. dirigés par l'aile "eurocommuniste" de la bureaucratie. A l'Ouest, les PC "eurocommunistes", mais pas tous seuls, alliés avec toutes les couches aspirant à la "révolution culturelle". Il donne, de ce point de vue, en exemple le PC Italien et sa politique de consensus social. Il dit que le PCI va peut-être y laisser sa peau de PC mais l'essentiel est la direction qu'il prend pour ce transmuter en autre chose. Quoi ? L'activité que Bahro a commencé en RFA montre la direction. Bahro considérant que la lutte ne s'exprime plus au travers de celle pour des "avantages matériels" mais pour une révolution culturelle, a créé en RFA un parti écologiste qui se dit à gauche du SPD mais veut rassembler tant les chrétiens Démocrates que les socialistes pour une révolution culturelle. Bahro rêve d'un parti interclassiste, écologique, qui exprimerait les intérêts de toute la société, à la fois des bourgeois et prolétaires, pour qu'ensemble ils atteignent les monts douceurs de la "conscience universelle".

Idéalisme pur ! Cette conception ne peut servir qu'à lier la classe ouvrière à l'Etat bourgeois et bureaucratique que Bahro ne veut pas toucher. Elle ne peut être utilisée qu'au compte de l'impérialisme et de son agence, le stalinisme.

Qu'y a-t-il la dedans de Marxiste ? C'est la question que nous posons à Mandel. Ce dernier a salué le livre de Bahro en ces termes : " ... l'œuvre théorique la plus importante qui nous soit parvenue des pays où le capitalisme a été aboli depuis "la révolution trahie" de Léon Trotsky." ; "C'est peut-être le premier enseignement réjouissant qu'il faut tirer, de l'apparition de cet étonnant ouvrage : la tradition théorique marxiste renait en RDA".

"C'est précisément la solide filiation théorique de Bahro par rapport à la meilleure tradition du marxisme de Marx lui-même, de tout Marx, et non seulement de ses œuvres économiques qui donne à "la solu-

tion de recharge" ("l'alternative") une dimension historique quasi "universelle" (etc.. etc.. dans "Critique de l'Eurocommunisme" p.141 et 142) et Mandel ajoute "...même si, l'esprit critique aidant, le doute surgit à plusieurs reprises." Le doute surgit pour Mandel lorsque Bahro met en cause l'hégémonie de la classe ouvrière et compare la réforme de la bureaucratie à celle de l'église chrétienne. A ce moment là, Mandel "doute", il critique mais continue de penser que Bahro est un grand marxiste. Or le marxisme se caractérise par la reconnaissance de l'hégémonie du prolétariat, c'est le B.A, BA. C'est cela que remet en cause Bahro. C'est cela qu'il remplace par une lutte d'idées exigeant pour leur plein développement le maintien de l'ordre actuel. Celui de l'Impérialisme et du stalinisme. Mandel est gentil, il "excuse" Bahro, et explique ses "erreurs" dues à son isolement. En réalité ils les excuse pour les soutenir quand à leur fond même, le soutien à l'aile "eurocommuniste" de la bureaucratie que Mandel considère comme contradictoire mais tout de même progressiste.

Quand à nous, nous ne caractériserons pas Bahro comme "grand Marxiste" pour ensuite discuter avec lui comme s'il était irresponsable. Il a écrit un livre, pour ce faire, il s'est largement documenté. Il lui manquait probablement des éléments, en tous les cas, pas les écrits de Mandel auxquels il fait allusion dans son livre. Il ne s'agit pas de faits, mais de théorie, de méthode, du marxisme. Bahro, son livre l'atteste, n'est pas marxiste même s'il se réclame du marxisme. Il n'est pas communiste. Pour lui, l'être c'est être au PC ou défendre la RDA telle qu'elle est. Au travers de Bahro, Mandel soutient l'"eurocommunisme", le silence de l'OCI sur le même Bahro est l'expression de la position de cette organisation pour qui toute opposition à l'Est est communiste et révolutionnaire. Les cris d'admiration de Mandel, comme le silence honteux de l'OCI participant de la même politique. Celle de soumettre les travailleurs de l'Est à l'"eurocommunisme" et à son attaque anti-léniniste.

Nous n'avons pu ici qu'aborder certains problèmes soulevés par le livre de Bahro et par ses déclarations, répondre à tous ne peut être fait que par le programme que propose la IVème Internationale pour rassembler l'avant garde à l'Est de l'Europe. C'est le contenu que prend la résolution qui sera soumise à la conférence des militants des pays de l'Est pour le "Retour à Lénine" par la IVème Internationale. Sa publication commencera dans le prochain numéro de notre journal "la Quatrième Internationale". C'est autour de ces thèses que nous appelons les militants d'URSS et des pays de l'Est à discuter et à préparer cette conférence.

Amérique Latine: ASSEMBLEE CONSTITUANTE ET REVOLUTION PROLETARIENNE.

Les tâches spécifiques de la Révolution en Amérique latine et la Révolution Permanente

Les mois qui ont suivi l'établissement de la révolution au Nicaragua sont des mois durant lesquels s'est développée une accélération importante de l'offensive des masses d'Amérique latine. Aussi bien l'impérialisme que la bureaucratie stalinienne, celle-ci représentée en Amérique latine surtout par la direction castriste, ont cherché à ce que cette offensive des masses contre l'impérialisme au Nicaragua reste limitée aux frontières de ce pays. Cependant, seulement quelques mois plus tard, les ouvriers et paysans d'Amérique centrale lèvent la tête; le prolétariat bolivien reprend son combat interrompu par le coup d'Etat de Banzer, et surtout les bastions mêmes du prolétariat d'Amérique latine, en particulier la classe ouvrière brésilienne, ont passé au stade d'organiser déjà un affrontement ouvert contre le gouvernement.

La radicalisation progressive de la lutte du prolétariat des USA, qui empêche l'impérialisme d'avoir les mains libres pour intervenir en Amérique latine, et cette offensive au Sud de l'Amérique sont les premiers signes de la préparation d'un affrontement des classes à l'échelle de tout le continent.

Cette situation montre l'échec piteux de la campagne des "droits de l'homme", couverture sous laquelle l'impérialisme prétend institutionnaliser les dictatures. La cause principale de cet échec se trouve dans l'opposition de la classe ouvrière aux tentatives de la bourgeoisie compradore (représentée par des partis comme le MNR bolivien, l'APRA péruvien ou le parti péroniste en Argentine), de la bureaucratie castriste et des partis nommés "communistes", pour imposer au prolétariat et aux paysans l'abandon de toutes leurs revendications fondamentales au nom de la formation d'un front commun de négociation et d'application du plan de "démocratisation" du gouvernement de Carter.

Cependant, si les exigences de cette nouvelle vague révolutionnaire ont amené des centaines de travailleurs à une attitude critique ou de rupture vis à vis des partis staliniens et de Castro et à une crise dans les rangs des orga-



nisations centristes qui usurpent notre drapeau, le Secrétariat Unifié et le Comité d'Organisation, cela ne signifie pas que les problèmes auxquels s'affrontent les mobilisations actuelles, pour déboucher à une victoire sur l'impérialisme et les bourgeoisies compradores, aient été résolus.

La révolution prolétarienne en Amérique latine doit résoudre des tâches particulières, spécifiques. Il s'agit en premier lieu de la liquidation du joug impérialiste à travers l'indépendance nationale et de celle du système semi-féodal à la campagne au moyen de la réforme agraire. Ces

C'est pour cela que les comités et milices se maintiennent malgré la campagne de Castro, du Secrétaire Unifié et des Sandinistes pour en faire de simples courroies de transmission du Gouvernement de reconstruction nationale. Les ouvriers péruviens et un secteur minoritaire des paysans ont repris le chemin de l'Assemblée Populaire Bolivienne en formant les Assemblées Populaires. En Bolivie, les travailleurs des mines se sont dressés contre l'Union sacrée avec le MNR que la direction de la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne) veut imposer aux masses. Mais même dans les rangs de ces secteurs les plus avancés, l'influence des partis staliniens et des centristes permet que se développent différentes sortes d'illusions sur le programme "démocratique" des partis nationalistes bourgeois. Concrètement, ces illusions se développent autour de l'idée qu'une lutte radicale de la classe ouvrière pour ce programme démocratique en alliance avec un secteur de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie permettra de conquérir les revenus les plus profonds des masses et par là la base sur laquelle le prolétariat, s'appuyant sur la démocratie bourgeoise, pourra réaliser les tâches socialistes.

Cette voie est celle qui a amené à la défaite les mobilisations du début des années 70. La tâche que se fixe la IVème Internationale et à laquelle elle appelle tous les militants révolutionnaires consiste à organiser le combat du prolétariat pour les revendications démocratiques en tant qu'une lutte consciente pour préparer la révolution prolétarienne. Pour réaliser cet objectif, le parti doit préparer les masses à réaliser l'acte le plus antidémocratique du point de vue de la bourgeoisie: la prise du pouvoir par le prolétariat allié avec la paysannerie au moyen de l'insurrection armée et de l'expropriation par le GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSSAN de l'impérialisme et de la bourgeoisie com-pradore.

Mais il faut amener les masses à comprendre ces objectifs; pour la IVème Internationale les sens de la lutte pour l'ensemble des revendications démocratiques est celui-ci: permettre, comme le dit notre programme (le Programme de transition) "que les masses elles-mêmes dépassent le programme démocratique dans la lutte". Le rôle particulier que la lutte à celui qui la travaille, l'indépendance nationale, les libertés démocratiques ou l'Assemblée Constituante occupe dans la préparation de la révolution dans chaque pays, dépend de la situation concrète, du degré de subordination et de dépendance vis à vis de l'impérialisme, du niveau de conscience du prolétariat et de ses relations avec la paysannerie, de l'influence du parti révolutionnaire dans les masses.

La révolution d'Octobre a montré la justesse de ce combat. Toutes les défaites ultérieures dans les pays arriérés l'ont aussi confirmé: ces défaites, comme celles qui ont été supportées en Amérique latine au début des années 70, ont été la conséquence de la politique de collaboration de classes du stalinisme, réalisée au nom de la révolution par étapes. L'appui que le stalinisme a donné aux partis nationalisateurs bourgeois a empêché l'armement du prolétariat face à ces mêmes partis qui préparaient activement les coups d'Etat. Aujourd'hui, l'irruption révolutionnaire des masses d'Amérique latine pose de nouveau à l'ordre du jour la nécessité de ce que l'avant-garde prenne en charge la lutte pour donner un contenu révolutionnaire au combat pour ces revendications. La réforme agraire, l'indépendance nationale et la lutte pour les libertés démocratiques: occupent une place prioritaire, liée à la lutte contre le chômage général et la misère, dans l'offensive actuelle des ouvriers et des paysans pour en finir avec l'impérialisme et les dictatures. Au nom de ces objectifs les secteurs les plus avancés du prolétariat cherchent leur organisation indépendante vis à vis de la bourgeoisie nationale.

tâches découlent du fait que la révolution bourgeoise en Amérique latine s'est soldée (et il ne pouvait pas en être autrement) par l'intégration de la bourgeoisie latino-américaine au système de domination de l'impérialisme anglois et plus tard américain. C'est pour cela qu'une révolution démocratique était et reste impossible. Leur aboutissement exige d'en finir avec l'impérialisme, mais c'est de l'existence de celui-ci que dépend l'existence de la bourgeoisie latino-américaine. Cette incapacité de la bourgeoisie latine à résoudre les revendications démocratiques et les exigences de la lutte des classes entre elle et le prolétariat expliquent pourquoi tous les mouvements organisés par la bourgeoisie compradora, comme celle de Péron dans les années 40 et celle du MNR dans les années 50, se sont réduites à un affrontement avec l'impérialisme, mais pour conquérir de meilleures positions dans l'ordre impérialiste, et se sont soldées par un coup d'Etat contre-révolutionnaire contre les masses. Par conséquent, même dans les pays arriérés, la lutte pour l'indépendance nationale et la réforme agraire ne peuvent aboutir que sous la direction du parti révolutionnaire qui transforme ce combat en une lutte contre l'impérialisme mondial, pour la prise du pouvoir par le prolétariat, allié avec la paysannerie pour exproprier l'impérialisme et avec lui la bourgeoisie nationale. C'est le contenu de la bataille du parti de Lénine et Trotsky, que la IVème Internationale continue, pour la REVOLUTION PERMANENTE.

La révolution d'Octobre a montré la justesse de ce combat. Toutes les défaites ultérieures dans les pays arriérés l'ont aussi confirmé: en Amérique latine, comme celles qui ont été supportées en Amérique latine au début des années 70, ont été la conséquence de la politique de collaboration de classes du stalinisme, réalisée au nom de la révolution par étapes. L'appui que le stalinisme a donné aux partis nationalisateurs bourgeois a empêché l'armement du prolétariat face à ces mêmes partis qui préparaient activement les coups d'Etat. Aujourd'hui, l'irruption révolutionnaire des masses d'Amérique latine pose de nouveau à l'ordre du jour la nécessité de ce que l'avant-garde prenne en charge la lutte pour donner un contenu révolutionnaire au combat pour ces revendications. La réforme agraire, l'indépendance nationale et la lutte pour les libertés démocratiques: occupent une place prioritaire, liée à la lutte contre le chômage général et la misère, dans l'offensive actuelle des ouvriers et des paysans pour en finir avec l'impérialisme et les dictatures. Au nom de ces objectifs les secteurs les plus avancés du prolétariat cherchent leur organisation indépendante vis à vis de la bourgeoisie nationale.

n'a pas encore pu organiser sa propre mobilisation en tant que classe et où en même temps la paysannerie, qui est la force numériquement la plus importante du pays, se trouve politiquement sous l'influence de la bourgeoisie compradore.

Ces conditions concrètes peuvent évoluer, comme cela a été démontré au Nicargua. L'évolution de la lutte-niens et aux directions petites-bourgeoises avec des classes dans ce pays fait qu'aujourd'hui le mot d'ordre d'Assemblée Constituante servira (à la différence d'ici y a quelque chose: rôle de ces partis, la constitution d'un Parlement annexe) à faciliter la lutte de la bourgeoisie contre les Comités et milices. Par conséquent, c'est l'avant-garde dans chaque pays qui doit, en fonction de la situation précise et des perspectives de son évolution, définir la place de la lutte pour ce mot d'ordre, en rejetant toute attitude de souhait pour que ce soient les directrices ou la bourgeoisie qui prennent position, parce que la tâche de l'avant-garde est précisément de prévoir la place de chaque révolution dans la lutte contre la bourgeoisie pour pouvoir diriger une telle lutte.

La IVème Internationale, continuant le combat de Lénine et de Trotsky autour de l'Assemblée Constituante en Russie, propose aux travailleurs de faire de ce mot d'ordre un instrument pour aider les masses à rompre avec la démocratie bourgeoisie et préparer l'assaut du pouvoir, un moyen pour séparer les ouvriers et paysans de la lutte décida du prolétariat pour les revendications démocratiques, que se forge l'alliance de la paysannerie avec le prolétariat sous la direction politique de celui-ci.

Le problème auquel est confrontée l'offensive actuelle se trouve dans le fait que les directions stalinienne et centristes essaient à nouveau de donner à cette offensive le contenu d'une mobilisation avec la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie pour arriver à une réforme démocratique de l'Etat bourgeois. La crise qui secoue les rangs de ces organisations, en particulier celles des centristes, a pour origine l'opposition des militants à cette voie, mais les directions qui conduisent tout ce mouvement ont en commun qu'elles se donnent pour fin de retoucher, d'adAPTER cette même à la nouvelle situation en Amérique latine. C'est cette tâche que prend partituellement en charge le Comité paritaire () et une de ses composantes, l'OCI française (). Cette organisation prétend théoriser toute la tradition des staliniens et des pseudo-trotskystes en invoquant la nécessité de résoudre les spécificités de la révolution en Amérique latine, pour faire de celles-ci un instrument pour dévier la mobilisation des masses vers la révolution par étapes. La falsification du combat du parti bolchevique et de la IVème Internationale en ce qui concerne le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante est un des piliers de cette politique. Ce mot d'ordre se transforme aux usurpateurs de notre drapeau en un instrument pour attacher les travailleurs aux partis stalinien,

comme cela a été démontré (que l'histoire a démontré comme étant mille fois fausse) qu'une victoire électorale de ces partis, la constitution d'un Gouvernement (l'Assemblée constituante) et d'un Gouvernement dirigé par eux permettra de résoudre les revendications démocratiques, aiguise la crise de l'impérialisme et de la bourgeoisie compradore, et le obligera, sous la pression des masses, à aller jusqu'à l'expropriation de l'impérialisme.

Assemblée Constituante et dictature du prolétariat

L'Assemblée Constituante est la forme supérieure de la démocratie bourgeoisie. Mais si pour la bourgeoisie cette démocratie est un instrument de domination des masses, pour les paysans et pour la classe ouvrière qui n'ont pas encore acquis une expérience du combat contre la bourgeoisie, et contre son système démocratique, l'Assemblée Constituante, au moment de leur irrruption dans la lutte, peut apparaître comme un moyen pour imposer, à travers leur propre représentation à l'Assemblée, leurs propres aspirations face aux dictatures.

De la part de la paysannerie, ces illusions sont l'expression de sa situation dans la lutte des classes, entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les masses petites-bourgeoises, quand elles entrent en action, montrent avec leurs révoltes, l'occupation des terres, etc., leur volonté d'en finir avec la pénurie qui, les asphyxie, imposée par le système d'exploitation semi-féodal à la campagne. Mais de là il ne résulte pas pour autant que les paysans adhèrent automatiquement au programme du prolétariat, surtout si au contraire il n'a pas mené encore un combat indépendant de défense des luttes paysannes. Dans ces circonstances, la solution politique que cherche la paysannerie est celle d'une démocratie formelle à travers laquelle imposer la volonté de la majorité du peuple contre la minorité représentée par les dictatures pro-impérialistes. De la part du prolétariat, ces illusions sont le reflet, comme nous l'avons déjà expliqué plus haut, de la défense, de la part des staliniens et des centristes, d'un processus constitutionnel, parlementaire pour arriver au socialisme.

La lutte des classes au Pérou en 1978 et 1979 montre comment la revendication de l'Assemblée Constituante charrie d'énormes illusions qui peuvent étrangler la lutte si le parti ne donne pas un contenu révolutionnaire à ce mot d'ordre. Ce mot d'ordre se transforme aux mains mais il peut aussi en tant que tel être un moyen d'empêcher la mobilisation contre l'impérialisme. Au Pérou, la bourgeoisie compradore. Au Pérou, la

viets et sur la défense inconditionnelle par eux des revendications démocratiques - pour démontrer aux masses et particulièrement à la paysannerie que c'étaient seulement les soviets qui combattaient pour leurs aspirations. Cette bataille a permis que les ouvriers et paysans comprennent pourquoi le parti bolchevique, en luttant pour l'Assemblée constituante, défendait à tout moment, ouvertement et avec intransigeance, la nécessité d'imposer la démocratie soviétique par l'insurrection armée.

C'est à ces mêmes conclusions qu'il fallait amener les masses péruviennes au moment des élections et après la constitution de l'Assemblée constituante dirigée par l'APRA, et où le Front Ouvrier, paysan, étudiant et populaire (2) a obtenu un bon nombre de sièges. Autant le Secrétariat Unifié, à travers le PST dirigé par Hugo Blanco, que le Comité d'Organisation de Lambert, à travers le POMR, auxquels un secteur majoritaire de la classe ouvrière a donné son vote, ont été incapables d'amener le prolétariat à ces conclusions parce que l'Assemblée constituante a pour les centristes comme but d'imposer une étape démocratique bourgeoise. La "Motion Rouge" est une synthèse parfaite de la trahison des pseudo-trotskystes. Cette motion a été présentée à la première session de l'Assemblée constituante par G.Ledesma, petit-bourgeois mis à la direction du FOCEP par cette même OCI, le PST et le POMR, Victor Cuadros, représentant de l'UDP (autre front de collaboration de classes où se trouvaient les organisations maoïstes et certaines fractions du Secrétariat Unifié), certaines personnalités de la petite-bourgeoisie et un représentant de la "fraction ouvrière et paysanne" du PSR (organisation formée par un secteur plus radical de l'APRA). L'initiative et la défense de cette motion étaient, et sont, dans les mains du POMR. Elle appellait à ce que l'Assemblée constituante "assume le pouvoir Légitif et Exécutif", affirmait du gouvernement des militaires qu'il doit être mis fin à ce gouvernement de fait pour finir en proposant la formation d'un Gouvernement représentatif de cette Assemblée (dirigée par l'APRA!). Le POMR affirma pour sa part son appui à un tel gouvernement.

La IVème Internationale propose aux travailleurs, aux militants du Secrétariat Unifié et à ceux qui suivent aujourd'hui le Comité Paritaire de tirer les conclusions qui s'imposent:

I) LA LUTTE POUR L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE DOIT PERMETTRE D'ORGANISER L'AFFRONTEMENT DES MASSES AVEC LA BOURGEOISIE COMPRADORE, en montrant son refus de résoudre les revendications démocratiques. C'est pour cela que notre programme dit: "il faut lier indissolublement le mot d'ordre d'Assemblée constituante aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire". La majorité de l'Assemblée constituante au Pérou s'est constituée contre l'expropriation de l'imperialisme, la réalisation immédiate de la réforme agraire, l'élimination de tous les corps

progression de l'offensive du prolétariat depuis 77 a permis au Printemps de 78 l'entrée en action, ensemble, de la classe ouvrière, des paysans et des populations indigènes. Pendant les élections à la Constituante, et un peu après, la lutte pour toutes les revendications s'est centralisée autour de la défense d'une Assemblée

Constituante Souveraine. Ce mot d'ordre a, non seulement accéléré l'affrontement des masses avec la dictature, mais aussi été au centre de la rupture d'un secteur majoritaire de la classe ouvrière avec le Parti Communiste du Pérou. En effet, une Assemblée constituante qui se vante de ce nom exigeait d'en finir immédiatement avec le gouvernement. Mais sans lui, les plans du PCP et de l'APRA pour institutionnaliser la dictature risquaient d'éclater, sous l'impact de la chute du gouvernement de Morales Bermudes.

Face à cette situation, s'opposer à la lutte pour l'Assemblée constituante au nom de la nécessité de ce que la classe ouvrière rompe avec le parlementarisme bourgeois et renforce ses véritables organes démocratiques, les assemblées populaires qui commençaient à se constituer, est purement et simplement poser à nouveau un obstacle à ce que les ouvriers et paysans parviennent à comprendre les objectifs et moyens de la révolution prolétarienne, et permet de laisser la porte ouverte à l'APRA pour qu'elle fasse de l'Assemblée constituante un cheval de bataille contre les assemblées populaires et pour séparer les paysans de la classe ouvrière.

Le sens de la bataille que le parti bolchevique a menée en Russie pour l'Assemblée constituante, et de l'Opposition de Gauche en Chine (qui, plus tard, sous la direction de Trotsky, a fondé la IVème Internationale) a justement été d'empêcher de telles manœuvres de la bourgeoisie et de préparer les conditions pour la prise du pouvoir. "L'exemple de la Russie montre que, quand la révolution progresse, le prolétariat organisé dans les soviets peut, à travers une politique juste dirigée vers la prise du pouvoir, entraîner la paysannerie, la faire se heurter de front à la démocratie formelle personnifiée par l'Assemblée constituante, et l'aiguiller sur le chemin de la démocratie soviétique. Mais on est arrivé à ces résultats en n'opposant pas simplement les soviets à l'assemblée constituante, mais en dirigeant les masses vers les soviets, tout en conservant les mots d'ordre de la démocratie formelle jusqu'au moment de la conquête du pouvoir, et même après". (L.Trotzky, l'Internationale après Lénine).

Mais si le prolétariat et la paysannerie russes ont pu prendre le pouvoir et quelques jours après dissoudre le Parlement bourgeois, ce fut grâce à la bataille que le parti bolchevique a menée en s'appuyant sur son propre combat pour organiser la classe ouvrière dans les so-

répressifs de la dictature. Mais la motion appelée "rouge" ne dit pas un seul mot de ces revendications. En les retirant, les centristes voulaient justement éviter la préparation de la classe ouvrière et de la paysannerie à l'affrontement avec l'Etat bourgeois et l'APRA.

2) L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE DOIT ETRE UN INSTRUMENT POUR REALISER LA REVOLUTION PERMANENTE.

Mais les centristes voulaient éviter l'affrontement entre les classes pour pouvoir réaliser la démocratisation de l'Etat bourgeois à travers une majorité de l'APRA et du PCP au Parlement et au Gouvernement. L'origine de cette motion se trouve dans la politique de la révolution par étapes. Si le parti d'Hugo Blanco a fait une autocritique voilée sur cette motion, l'OCI fait comme si elle n'avait pas existé, si la tendance "Quatrième internationaliste" a fait de cette motion un de ses arguments contre la direction du Comité d'Organisation, dans tous les cas ces critiques ont voulu respecter la révolution par étapes. Le POMR: "L'assemblée constituante est une transition vers le Gouvernement Ouvrier et Paysan". Politica Obrera (de la tendance "Quatrième internationaliste"): "L'avenir de l'indépendance du prolétariat passe nécessairement (bien que cela ne soit pas suffisant) par la défaite du camp impérialiste. Plus précisément, seule cette défaite ouvrira des possibilités historiques insoupçonnées pour éléver et développer la position de classe indépendante du prolétariat dans le sein de l'Etat bourgeois". L'OCI française continue à théoriser et prétend faire passer pour la stratégie du prolétariat l'affirmation du Programme de Transition "Il est impossible... de nier catégoriquement à l'avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison totalement exceptionnelle de circonstances (...) des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le voudraient dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie."

Aussi bien la motion rouge que le mot d'ordre d'Assemblée constituante pour les centristes, ont cet objectif: mettre en place un gouvernement de ces partis nationalistes et des staliniens pour que sous la pression des masses et des contradictions qui s'établiraient entre lui et l'impérialisme, ils se voient obligés d'aller plus loin et d'exproprier la bourgeoisie.

Les pseudo-trotskystes invoquent les particularités de l'Amérique latine pour justifier leur trahison, mais cette stratégie que propose le Comité d'Organisation montre que cet argument est en réalité de la poudre qu'ils jettent aux yeux de leurs propres militants. En France, où ces conditions spécifiques n'existent pas, ils appellent à un gouvernement du PC et du PS au nom de la nécessité de respecter la démocratie bourgeoise. Cette politique de soumission des masses aux appareils fait de l'Assemblée constituante une stratégie que le prolétariat doit respecter en renonçant à son programme de classe.

Ainsi, dans des pays comme la Bolivie, le Chili, l'Argentine, où le prolétariat a toute une expérience de combat par rapport au programme "démocratique" du MNR, du Parti péroniste, ou à la voie pacifique au socialisme de l'Unité Populaire au Chili, les centristes lancent aussi le mot d'ordre d'Assemblée constituante, pour élever une muraille devant la lutte que le prolétariat doit organiser pour retrouver le chemin des cordons industriels, de l'assemblée populaire. Aucun militant ne peut tomber dans le piège de croire que cette première étape démocratique peut être positive, parce que leurs organisations se chargent d'organiser la "pression" des masses sur les gouvernements. La lutte des classes a déjà donné beaucoup de leçons par rapport à cette voie spontanée vers le socialisme. Au Chili, elle a empêché que la classe ouvrière se prépare face au coup d'Etat fasciste, parce que les centristes, tout en critiquant les partis communiste et socialiste chiliens, disaient à la classe ouvrière que de toutes manières ces partis devaient être la direction de sa lutte. Au Nicaragua, l'actuelle mobilisation vit sous la menace d'un épuisement politique et physique des masses, sur lequel la réaction pourrait s'appuyer pour avancer, parce que le SU et Castro n'ont pas d'autre chose à proposer que d'appuyer la direction sandiniste (pour la pousser à "aller plus loin" évidemment...) au moment où cette direction a pour tâche de renforcer l'Etat bourgeois. La révolution cubaine, que le Comité d'Organisation aussi bien que le Secrétariat Unifié prennent comme exemple pour justifier leur stratégie, démontre exactement la même chose. L'expropriation de l'impérialisme par la direction petite-bourgeoise du mouvement du 26 juillet démontre que la possibilité théorique signalée par le programme de transition s'est réalisée dans la pratique.

Mais la cause de ce qu'à Cuba n'a pas été réalisée la tâche que le Programme de Transition se fixe devant une telle possibilité, telle qu'elle soit "une courte période sur la voie de la véritable dictature du prolétariat" a réside dans la campagne orchestrée par le SU et le stalinisme pour défendre la direction castriste comme "direction révolutionnaire" sur tout le continent. C'est pour cela que le pouvoir du prolétariat cubain a été usurpé par une dictature bureaucratique.

En relation avec les problèmes fondamentaux de la préparation de la révolution, parmi les centristes il y a seulement une petite divergence: certains (représentés par le Secrétariat Unifié) empêchent que les masses parviennent à la révolution prolétarienne, parce qu'ils appellent à appuyer directement le stalinisme et les directions petites-bourgeoises (comme les sandinistes) directions qui selon eux aux moments de crises

révolutionnaires deviennent révolutionnaires. Les autres (représentés par le Comité d'Organisation) conseillent à la classe ouvrière de garder ses espérances dans ces directions au nom d'une prétendue débilité de la IVème Internationale, de son impuissance supposée résolue quand la classe ouvrière, spontanément, par la pression des choses, rompt avec ces directions trahies. Dans les deux cas, ils trahissent la révolution car celle-ci est tout le contraire d'un processus spontané. Elle exige le parti révolutionnaire qui organise le prolétariat pour la préparer consciemment. C'est aussi ce parti qui peut donner un contenu révolutionnaire à la lutte pour l'Assemblée Constituante et à ce mot d'ordre même. C'est la compréhension de la part de l'avant-garde de ce que, entre l'Assemblée Constituante et la révolution, il n'y a pas de transition naturelle, spontanée. Au contraire, le passage de l'une à l'autre exige que le parti prépare les ouvriers et paysans à s'affronter à la démocratie bourgeoise et à son parlement pour former face à elle la démocratie soviétique imposée à travers l'insurrection armée.

Le temps, le rythme pour arriver à cet affrontement dépendent de beaucoup de facteurs, en premier lieu de l'influence de la direction révolutionnaire sur les masses. Mais une chose est certaine: cet affrontement dépend totalement de ce que l'avant-garde organise son combat, indépendamment de la situation concrète, au nom de la démocratie soviétique, et contre toutes les illusions dans la démocratie bourgeoise. Or les centristes se placent du point de vue de cette dernière "démocratie": en France, ils proposent un gouvernement du PC et du PS au nom de la démocratie bourgeoise qui donne la majorité à ces partis et ils appellent la classe ouvrière à la respecter. En Amérique latine, la révolution doit inévitablement passer par une étape démocratique. De cette manière, les centristes se mettent du côté de la campagne anti-léniniste des "eurocommunistes" qui est dirigée contre la dictature du prolétariat, qualifiée par eux d'"antidémocratique", et qui a pour objectif de lier les travailleurs à leur Union sacrée avec la bourgeoisie.

Les centristes se réclament du Programme de Transition pour de pures raisons de tactique car dans leur véritable programme ils n'ont rien à voir avec notre combat. En Bolivie le Comité d'Organisation lance le mot d'ordre d'Assemblée constituante. Sa trahison réside surtout en ce qu'il oppose ce mot d'ordre à la tâche qui doit centraliser toute l'activité de l'avant-garde dans ce pays: la réorganisation de la classe ouvrière dans les Assemblées populaires. Sans cette lutte, l'Assemblée constituante se transforme en une muraille démocratique contre le pouvoir de la classe ouvrière en alliance avec la paysannerie. Au Pérou, les Assemblées populaires se sont effectivement constituées et le POMR et le PSI d'Hugo Blanco y ont participé, mais pour en faire des organismes de base du front de collaboration de classes, le FOCEP, et sous le thème de la lutte pour la Constituante. C'est un des plus grands dangers qui menacent les tentatives de s'organiser indépendamment de la bourgeoisie. Ces organisations pseudo-trotskistes proposent de réaliser un autre type d'alliance, celle du prolétariat avec les directions stalinien et petites-bourgeoises sous le programme politique de celles-ci. C'est le contenu de tous les appels qui se répandent en Amérique latine pour des Fronts amples de toutes les forces démocratiques (proposition de Politica Obrera en Argentine) ou des Fronts révolutionnaires anti-impérialistes (du Comité d'Organisation), dont l'expression la plus achevée a été le FOCEP. Un bilan s'impose de cet organisme. Aujourd'hui, il n'existe plus. Sa direction (G. Ledesma, politicien petit-bourgeois) a été effectivement "plus loin" mais dans la direction contraire de celle que promettaient les centristes. Elle a été plus loin dans la défense de la politique de collaboration des classes sur laquelle s'est formé le FOCEP, en formant un pacte électoral (pour les prochaines élections).

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ET SOVIETS

Pour réaliser la révolution, le prolétariat doit gagner la paysannerie, forger son alliance avec elle, mais sous sa direction politique. La lutte pour l'Assemblée constituante a une importance particulière pour que la paysannerie fasse sienne la bataille pour le GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN, parce que c'est elle



ons) avec le Parti Communiste Péruvien et certaines fractions de l'APRA. Mais les choses ne restent pas ainsi. Le FOCEP disparaît après avoir accompli son travail: provoquer une impasse dans la lutte des travailleurs péruviens. En effet, un secteur majoritaire de la classe ouvrière avait rompu avec l'APRA et le PCP et centré ses espérances sur ces organisations pseudo-trotskystes. Celles-ci n'eurent pas autre chose à proposer que de lutter pour une Constituante et un Gouvernement représentant celle-ci au lieu d'étendre, centraliser les Assemblées populaires sur la base d'un combat pour démasquer cette démocratie attachée par les pieds et les mains à la dictature et à l'impérialisme et que l'APRA et le PCP défendaient à tout prix. Les ouvriers et paysans qui faisaient partie de ces Assemblées populaires ont été épuisés à cette lutte de "pression"; le gros de la paysannerie est restée dans les mains de l'APRA et un secteur de la classe ouvrière qui a donné son vote au FOCEP n'a pu rencontrer d'autre issue que de suivre le PCP, du fait de l'incapacité des centristes de former une alternative révolutionnaire contre lui.

PREPARER LA CONFERENCE POUR L'UNITE REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT DU NORD ET DU SUD DE L'AMERIQUE PAR LA RECONSTRUCTION DE LA DIRECTION QUI FORGERA CETTE UNITE : LA IVeme INTERNATIONALE

Toutes ces expériences montrent que les Assemblées populaires, les cordons industriels... ne peuvent se consolider, en tant qu'organismes de pouvoir de la classe ouvrière en alliance avec la paysannerie, que si l'avant-garde se regroupe pour construire le parti de l'indépendance de classe du prolétariat et organise ces organismes comme l'expression organisée de cette indépendance de classe, pour en finir avec l'impérialisme et la bourgeoisie compradore. La seule arme que possède le prolétariat pour forger cette mobilisation indépendante est son unité révolutionnaire avec la classe ouvrière du Nord de l'Amérique, unité qui a pour objectif de se dresser contre les plans de la "coexistence pacifique" dans le continent, pour la révolution prolétarienne qui en finisse avec l'ordre impérialiste et celui de la bureaucratie castriste.

La collaboration de classes du stalinisme s'est ressentie et se ressent dans la division du prolétariat du continent pratiquée particulièrement par la bureaucratie castriste. Avec cette politique, ils ont prétendu identifier les intérêts de la classe ouvrière du Nord et du Sud à ceux de ses directions actuelles: identifier les intérêts du prolétariat U.S. qui sont d'en finir avec l'impérialisme en faisant de sa mobilisation aux USA la centralisation de la lutte des peuples opprimés par le gouvernement américain vers les intérêts de Castro et du

Parti Communiste Américain, qui veulent maintenir l'ordre de la coexistence pacifique en défendant aux USA la démocratisation de son principal pilier, l'Etat impérialiste; les intérêts de la classe ouvrière latino-américaine, qui exigent d'organiser son unité avec celle du Nord de l'Amérique pour détruire l'ordre impérialiste, vers ceux du stalinisme et de la bourgeoisie compradore qui veulent réaliser un "ravalement" démocratique de cet ordre.

Cet affrontement politique de la classe ouvrière du Nord et du Sud ne rend pas seulement extrêmement difficile la lutte du prolétariat de chaque pays latino-américain, faible numériquement, face à la première puissance impérialiste, mais il l'amène inévitablement à la collaboration avec la bourgeoisie compradore et la petite-bourgeoisie.

La démocratisation des états bourgeois, l'appui aux directions stalinien et petites-bourgeoises de la part des usurpateurs de notre drapeau s'appuient et s'intègrent pleinement dans cette division du prolétariat pratiquée par le stalinisme.

Tous, ils acceptent dans les faits les objectifs du stalinisme, et du SWP américain (Organisation dirigeante, avec la LCR française, du Secrétari-



at Unifié), qui sont d'enfermer la classe ouvrière dans la défense de la "démocratie" impérialiste et de mener sa lutte en relation avec les peuples opprimés d'Amérique latine à une défense de la direction castriste et des partis nationalistes. La phraséologie révolutionnaire du Comité Paritaire pour critiquer le SWP américain n'est qu'un rideau de fumée pour cacher le plus important, qui est son refus de construire le parti révolutionnaire aux USA, laissant ainsi les mains libres à cette organisation. Les centristes s'appuient sur les directions actuelles du mouvement ouvrier américain face à l'indépendance même de classe du prolétariat d'Amérique latine, en l'organisant en tant que force nationale qui respecte la base même du pouvoir de l'impérialisme: la dépendance du prolétariat des USA par rapport au parti démocrate, organisée par les staliniens et les pseudo-trotskystes comme garantie pour préserver l'ordre de la coexistence pacifique.

Les révolutionnaires doivent tirer les conclusions qui s'imposent.

Les pseudo-trotskystes sont incapables d'unifier le prolétariat des deux Amériques pour en finir définitivement avec l'impérialisme, parce que leurs organisations se sont formées justement contre la construction de la IVème Internationale, qui s'est réalisée sur la base de la défense des intérêts du prolétariat mondial de l'Est et de l'Ouest dans sa lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne. Leur capitulation devant la pression du stalinisme dans le mouvement ouvrier les a amenés à abandonner cette lutte pour la construction du parti international, pour participer à la coexistence pacifique à travers leur appui à la direction stalinienne et petite-bourgeoise en Amérique latine. C'est cela la cause de la crise de la IVème Internationale dans le continent américain, qui a été provoquée par la formation de ce qui est aujourd'hui le Secrétariat Unifié, et qui a amené à la destruction d'un bon nombre de sections de la IVème Internationale, à travers leur dissolution dans les mouvements petits-bourgeois castristes (qualifiés "direction révolutionnaire") ou leur transformation en groupes de pression, avec le stalinisme, des partis bourgeois, comme cela a été le cas du PST argentin dirigé par Moreno (un des dirigeants actuels du Comité Paritaire). Le Comité d'Organisation pour sa part a rompu avec la IVème Internationale parce qu'il s'opposait à sa consolidation en tant que centre mondial de la révolution à l'Est et à l'Ouest, pour commencer à organiser un comité additionnant certaines organisations nationales en collaboration avec le stalinisme. Les résultats sont là: leur appui aux directions staliniennes pour qu'elles démocratise l'Etat bourgeois.

La construction de la direction révolutionnaire du continent exige pour cela aussi d'organiser la délimitation dans les rangs de la classe ouvrière face à ces centristes qui

prétendent faire passer le combat de la IVème Internationale pour la révolution permanente, pour une révolution nationale bourgeoise. C'est la condition pour organiser l'action des masses dans l'indépendance totale de la bourgeoisie et des partis appelés communistes, et pour préparer la révolution prolétarienne.

Cette lutte pour préparer les conditions de la victoire, la IVème Internationale la mène en préparant la Conférence des 2 Amériques pour la reconstruction de la IVème Internationale. Elle se prépare à travers la lutte de notre section américaine pour construire le Parti Ouvrier en tant qu'un parti qui à travers son appui inconditionnel aux luttes des peuples opprimés se forme pour en finir avec l'ordre impérialiste et, au moyen de la lutte de la IVème Internationale, pour organiser l'avant-garde en Amérique latine autour du programme de la révolution prolétarienne.

La IVème Internationale ouvre les portes de cette conférence à tous les militants qui veulent faire un bilan de la trahison des directions stalinien, ainsi que du Secrétariat Unifié et du Comité d'Organisation. Nous leur proposons à tous une lutte pour reprendre les enseignements du parti de Lénine et de Trotsky et des expériences passées en Amérique latine, dans le but de clarifier le programme et le combat qui mène à la victoire l'actuelle vague révolutionnaire dans les Deux Amériques.

ITXIAR ARNAIZ

10/1/80

NOTES

1°) Secrétariat Unifié: Organisation centriste qui usurpe notre drapeau. Dirigée par le SWP américain et la LCR française. Dans cette organisation achèvent de se former différentes fractions et en particulier celle dirigée par le PST argentin dont le principal dirigeant est N. Moreno.

Comité d'Organisation: Dirigé par l'OCI française. Cet organisme centriste s'est trouvé réduit pratiquement à l'OCI à cause de sa crise qui a amené à la formation de la tendance "Quatrième Internationaliste" dirigée par Politica Obrera d'Argentine et le POR de Lora de Bolivie. Le Comité d'Organisation a formé il y a quelques mois le Comité Paritaire avec la fraction du SU.

2°) FOCEP: Front Ouvrier, Paysan, Etudiant et Populaire. Organisme de collaboration de classes formé à l'initiative du POMR du Pérou et auquel participait le PST d'Hugo Blanco.

A PROPOS D'UNE INTERVIEW DE S. JUST APRÈS LA CONSTITUTION DU «COMITÉ PARITAIRE», LA FALSIFICATION AU SECOURS DE LA CALOMNIE

"Cet article est repris du bimensuel "La Vérité des Révolutionnaires", organe de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire de France, section de la IVème Internationale.

Nous avons expliqué dans le précédent numéro de la "Vérité"*(n°100) comment les nouvelles exigences de la révolution mondiale, en particulier sa progression en Amérique Latine (Nicaragua) et son imminence en Europe, ont provoqué l'éclatement du Secrétariat Unifié des renégats du trotskysme dont deux fractions (1) ont été exclues, après s'être opposées à leur auto-destruction donnée comme gage de bonne conduite à la bureaucratie du Kremlin et à Castro, son représentant en Amérique Latine. Nous avons également analysé dans le même article la fonction politique et la nature du "Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale, formé par les deux fractions exclues et le Comité d'organisation de la Quatrième Internationale (CORQI) impulsé par l'OCI française. Il s'agit pour lui d'"éviter une nouvelle dispersion" des forces confusionnistes qui recouvrent du drapeau de la IVème Internationale leurs politiques d'adaptation aux bureaucraties contre-révolutionnaires du mouvement ouvrier, il s'agit d'endiguer la crise de décomposition qui mine le SU comme le CORQI et qui rebondit à chaque nouvel aiguissage de la lutte des classes, il s'agit de préserver les chances d'une réunification SU-CORQI, présentée comme "la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale", dans un centre révisionniste unique sur la gauche du stalinisme, dont la base "principielle" est la calomnie contre la IVème Internationale (cf. dans "la Vérité" n°99 l'article "A la base du XIème Congrès du SU : la calomnie contre le IVème Internationale").

Cependant, une telle entreprise n'est pas chose facile. L'OCI comme "le comité paritaire", dans leurs tentatives de se présenter

dans la continuité de la IVème Internationale donc, du Comité International qui la préserva de l'offensive liquidatrice du pabliste (2), se débattent dans une contradiction permanente entre cette lutte contre le révisionnisme pabliste et leur politique d'aujourd'hui.

Il leur est donc nécessaire de réécrire l'histoire de cette lutte. Au secours de la campagne de calomnies de l'OCI contre notre camarade Michel VARGA et la IVème Internationale, il leurs fallait utiliser la falsification. La direction de l'OCI a ainsi "redécouvert" et utilisé - à son échelle miniaturisée, bien entendu - tout l'arsenal du stalinisme contre la IVème Internationale, pour les besoins de sa capitulation politique.

Une interview de Stéphane Just au nom du CORQI publiée par "Informations Ouvrières" n°98, hebdomadaire de l'OCI, résume en quelque sorte l'ensemble de la falsification. Le but principal est de mettre sur le même plan le Comité International (CI) qui fut le centre de la résistance puis de l'offensive contre la tentative de liquidation pabliste, et

(1) La fraction bolchévique (FB) dirigée par Moreno et le PST argentin de la Tendance Léniniste Trotkyste (TLT) qui se situe dans la continuité de la fraction du même nom du SWP dissoute par lui.

(2) Le Comité International de la IVème Internationale (CI) fut constitué le 23 Novembre 1953 par les sections anglaises (SLL), française (PCI qui deviendra plus tard l'OCI), américaine (SWP) et suisse, contre la tentative de la liquidation pabliste.

le SU, qui est le centre de cette tentative, le centre du révisionisme pabliste. Ainsi, en expliquant que dans le Comité International comme dans le SU il y avait les forces liquidatrices de la IVème Internationale et les forces de sa continuité, de la préservation "du programme", que les crises du Comité International et celles du SU étaient de même nature, Stéphane Just et l'OCI essaient de justifier à postériori, en ayant recours à la falsification, leur passage de la lutte principielle pour la reconstruction de la IVème Internationale contre le centre international du révisionisme à celle de la réorganisation-réunification avec lui. Fondamentalement l'OCI est passée sur les positions politiques des fractions avec lesquelles elle a constitué le "Comité paritaire" - la Fraction Bolchévique (FB) et la Tendance Léniniste-Trotskiste (TLT) - elle leur donne une légitimité historique pour masquer leur fonction de toujours dans le SU, fonction qui reste la leur encore aujourd'hui alors qu'elles en sont exclues, qui a consisté et consiste à freiner la crise de décomposition et l'émettement du SU en captant, à sa gauche mais pour la même politique fondamentale, les militants à la recherche du programme et de l'organisation de la IVème Internationale.

Donnant-donnant, la FB et la TLT reconnaissent la légitimité historique du CORQI et laissent Stéphane Just expliquer dans l'interview précédemment citée : "la capacité du CORQI à se construire, le renforcement de ses sections (dont l'OCI), la constitution de nouvelles sections ont été un puissant facteur qui a permis de résister à la nouvelle offensive du révisionisme liquidateur à l'intérieur des organisations se réclamant de la IVème Internationale, de son programme, de son histoire, de sa continuité", masquant ainsi que la crise et l'explosion du SU avaient été précédées, précisément face aux tâches de la révolution en Amérique Latine, par la crise et l'éclatement du CORQI dont les principales organisations latino-américaines (Politica Obrera d'Argentine et le POR de Bolivie entre autres) furent exclues, puis par une crise dans l'OCI elle-même, jusque dans sa direction, qui fut provisoirement "réglée" par les méthodes maintenant traditionnelles de cette direction.

Mais il s'agit là tout simplement des bases "principielles" du comité paritaire : la diplomatie, la manœuvre, la complaisance réciproque, la falsification et la calomnie.

LES CRISES DU COMITÉ INTERNATIONAL : 1963, 1972.

Déjà lors de la 2ème session de la pré-conférence du Comité International en 1972, contre nous qui nous appuyions fermement sur les acquis du Comité International et la nécessité de les développer dans une offensive internationale pour reconstruire la IVème Internationale contre le révisionisme, en faisant de

la mobilisation révolutionnaire de la jeunesse le ferment de cette offensive, la direction de l'OCI avait opposé un bilan unilatéralement négatif du Comité International, mettant ses crises sur le même plan que celles du SU, pour justifier sa propre capitulation et sa proposition de substituer au CI un cadre de discussion large : le CORQI. La différence aujourd'hui, c'est que, après sa campagne de calomnies contre nous, la direction de l'OCI est persuadée d'avoir effacé toute la lutte de 1972 et dans sa lancée elle s'occupe à réécrire toute l'histoire du Comité International et d'en expurger un certain nombre d'éléments clefs pour la compréhension de sa lutte, de sa nature et de son bilan, en particulier la lutte pour construire ses sections dans les pays de l'Est. Or cette lutte pour traduire sur les plans politique et d'organisation la nature de la IVème Internationale, l'unité du combat pour la révolution sociale à l'Ouest et pour la révolution politique à l'Est, c'est-à-dire le combat pour forger une direction révolutionnaire internationale du prolétariat contre le stalinisme, constitue la base politique fondamentale de la lutte contre le révisionisme pabliste dont l'essence a toujours été, sous des formes diverses suivant la situation, de présenter la IVème Internationale comme une auxiliaire du stalinisme, une force de pression sur lui ou sur différentes directions petite-bourgeoises contre-révolutionnaire selon les pays.

Il n'est pas étonnant que tout ceci, y compris cette caractérisation du "révisionisme", dont nous abreuvent tant les textes de l'OCI (et du comité paritaire), soit "oublié" précisément dans ces textes : il désignerait immuablement la nature de la politique nationale et internationale de l'OCI qui oppose à la mobilisation indépendante des masses l'organisation d'une pression "démocratique" pour l'unité et le gouvernement des PC et PS.

En 1963, le SWP américain rompait avec le Comité International pour se réunifier avec le Secrétariat international pabliste formant ainsi le Secrétariat Unifié sur la base d'un alignement commun derrière la direction castriste. Pour la direction de l'OCI et Stéphane Just c'est "un coup très dur" porté au Comité International et la base de la soi-disant incapacité à développer "toute activité réelle de reconstruction de la IVème Internationale". Qu'en est-il en réalité ? En 1953, le Comité International est fondé avant tout sur la base d'une résistance principielle à l'offensive liquidatrice de Pablo et de la direction d'alors de la IVème Internationale qui prétend dissoudre ses sections dans les PC au nom de la politique dite d'"entrisme sui generis". Mais par sa constitution, le Comité International devient bien plus que la somme des organisations qui le composent, il devient le centre international de la lutte contre le révisionisme pabliste, pour la

reconstruction de la IVème Internationale. La direction du SWP, confrontée à cette nature du Comité International à la fondation duquel elle avait participé en réaction à la formation dans le SWP d'une fraction pabliste qui proclamait la dissolution dans le PC américain, une fois ce danger éliminé avec la fraction, s'oppose au combat du Comité International et prépare sa réunification avec le centre révisionniste. Cependant la lutte du Comité International, en obligeant la direction du SWP à se délimiter, avait permis la formation d'une fraction trotskyste internationaliste dans le SWP lui-même, en même temps que, sur la base du bilan de la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956, une étape historique de la lutte pour renouer pleinement avec le bolchévisme et construire la IVème Internationale dans les pays de l'Est était franchie. Ainsi l'année 1963 était marquée par la rupture du SWP mais en même temps par la possibilité de former la section américaine du Comité International et surtout par l'adhésion au Comité International de la Ligue des Révolutionnaires Socialistes hongrois.

Du point de vue numérique, le Comité International était affaibli (c'est ce qui aveugle sans doute les petits-bourgeois de la direction de l'OCI) mais du point de vue de son homogénéisation politique, de la levée de certaines équivoques qui avaient présidé à sa formation en 1953, de sa cohésion sur le programme et les tâches, sur la lutte contre le révisionisme, il était infiniment plus fort. Or que vaut l'argument du nombre pour les révolutionnaires prolétariens qui savent qu'une organisation hétérogène sur les questions programmatiques n'a aucun avenir du point de vue de la révolution, que la force première du parti c'est la cohésion sur son programme ?

Mais, renchérit Stéphane Just, de 1963 à 1972 "la direction de la SLL, cramponnée au "national trotskysme", paralysait toute activité réelle de reconstruction de la IVème Internationale.

Il serait intéressant que Just et la direction de l'OCI nous expliquent ce qu'est le "national trotskysme", le second terme excluant le premier, mais toujours est-il qu'aucune organisation nationale ne pouvait paralyser "l'activité réelle de reconstruction de la IVème Internationale" à cause précisément de l'existence et de la lutte du Comité International en tant que réalité supérieure à la somme des sections nationales, c'est-à-dire en tant que centre international reconstruteur. Les faits le prouvent à l'opposé du noir tableau brossé par Just. La période 1963-1972 est justement celle du plein développement du Comité International, de la formation de la section américaine, des groupes et sections trotskystes des pays de l'Est (Yougoslavie, Pologne, Tchécoslovaquie), de la formation de l'Organisation Trotskyste d'Espagne, etc.. C'est la période où le révisionisme pabliste

est démasqué et battu en brèche dans la lutte des classes (grève générale de 1968 en France et montée simultanée de la Révolution politique en Tchécoslovaquie, grèves insurrectionnelles en Pologne de 1970). C'est la période où le comité International atteindra son apogée en réunissant à Essen 5000 jeunes, venus de 32 pays, qui acclameront la IVème Internationale et en particulier sa lutte dans les pays de l'Est pour régénérer l'Octobre rouge des conseils en détruisant la bureaucratie stalinienne. Mais qu'est-ce qui est donc "réel" pour Stéphane Just ?.

L'année 1972 marque à la fois l'apogée du Comité International et le début d'une contre-offensive de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin qui s'exprime en France par la mise en place de l'Union de la Gauche. Le comité International est alors à la croisée des chemins : ou il porte avec audace sa lutte à un niveau supérieur et engage la dernière phase de la reconstruction de la IVème Internationale, ou il se condamne à perdre ses riches acquis antérieurs. Devant cette nécessité, la direction de la SLL capitule et opère un repli national sectaire. Elle sera bientôt suivie par la direction de l'OCI qui abandonne son rôle de force motrice du Comité International pour s'adapter à l'Union de la Gauche en France. Pour couvrir cette adaptation, elle propose la dissolution du Comité International et son remplacement par le CORQI dans lequel chaque organisation qui "se réclame" de la IVème Internationale est "responsable de sa propre politique".

Une simple question d'appellation ? Bien entendu, non. Toute l'expérience du Comité International avait montré que précisément parce que beaucoup d'organisations "se réclament" du programme de la IVème Internationale, il fallait délimiter la véritable fraction trotskyste dans un centre international reconstruteur du Parti mondial de l'indépendance de classe face au révisionisme pabliste. Le CORQI, c'était opposer à la méthode de la délimitation du programme révolutionnaire dans la lutte des classes, celle de la discussion diplomatique avec tout ce qui "se réclame de la IVème Internationale" et en particulier le centre révisioniste pabliste. Sa trajectoire depuis 1972 l'a amplement démontré..

Comme l'expliquait le texte de la LRSI "pour le maintien du Comité International" (20 Juin 1972) : "Le CI n'est pas identique uniquement avec sa Fondation. De ce point de vue, son histoire n'est autre que le développement contradictoire pour affirmer cette continuité en tendant à surmonter toutes les équivoques. Sur cette voie, le CI a fait des pas importants en avant, matérialisés par la naissance et le renforcement des groupes entrés en son sein ou joints à son combat".

tinuent le combat pour la reconstruction de la IVème Internationale contre le révisionisme pabliste et les confusionnistes de l'OCI sont extrêmement réduites sur le plan du nombre et des moyens matériels. Mais la délimitation de 1972 était nécessaire sur le chemin de la préparation des masses et de l'avant-garde à la révolution. Appuyée sur l'acquis politique du Comité International et de la lutte de délimitation engagée en 1972, la Ligue Internationale de Reconstruction de la IVème Internationale (LIRQI) approfondit la lutte pour renouer avec la méthode, le programme et l'organisation du bolchévisme, de la IVème Internationale, contre le révisionisme, et aboutit à sa reconstruction en 1976.

LA CRISE DU SU ET DU CORQI, LE COMITÉ PARTIAIRE ET LA IVÈME INTERNATIONALE

Dans son interview, Stéphane Just explique : "comme l'a souligné le camarade Moreno, il fallait néanmoins que le CI ne reste pas un "front unique" d'organisations nationales défendant formellement les principes et le programme, mais qu'il organise internationalement le combat contre le révisionisme, pour la reconstruction de la IVème Internationale et la construction de ses sections".

Il est significatif de la dégénérescence de l'OCI et de sa direction qu'elle en soit réduite à acquiescer aux contre-vérités d'un centriste invétéré comme Moreno qui se permet de donner des leçons sur ce qu'aurait dû être le Comité International alors que lui-même avec le SWP était un pilier du Secrétariat Unifié pabliste quand le Comité International luttait contre le révisionisme liquidateur dont le SU est le centre international. Mais passons. Nous avons montré que le CI ne s'est jamais contenté d'être comme le prétend Stéphane Just et son compère Moreno, un "front unique" d'organisations nationales "défendant formellement (?) les principes" et qu'il a été, dès sa fondation, dans les conditions où il pouvait l'être et en développant une délimitation permanente et son sein même, le moteur de la continuité et de la reconstruction de la IVème Internationale comme le centre mondial de l'indépendance de classe contre le stalinisme et le centriste liquidateur, y compris finalement contre l'OCI en donnant naissance à la LIRQI qui fonctionna dès sa fondation selon les principes du centralisme démocratique international.

Les crises du Comité International ont été avant tout des crises de croissance, de délimitation et de sélection de l'avant-garde, de clarification du programme et de la nature de l'organisation internationale qui l'incarne.

Mais celles du SU et plus récemment du CORQI ? La crise du SU est une crise chronique de dé-

composition, qui a rebondi à chaque nouvel affrontement de classe depuis 1953 c'est-à-dire à chaque étape où le SU donnait une preuve de sa nature anti-trotskiste, de sa prostration irréversible devant les directions stalinien ou petites-bourgeoises. Sa crise permanente n'est pas l'expression d'une lutte saine de délimitation politique entre les fractions révisionnistes et celles qui tenteraient de le régénérer mais plutôt d'une lutte sans principe, dans laquelle chaque tendance est déterminée avant tout par la nécessité de préserver l'unité centriste de l'ensemble. C'est ce qui explique que les positions politiques des différentes tendances permettent en fonction de la conjoncture, des luttes d'influences et des marchandages diplomatiques entre les différents chefs "historiques" du révisionisme.

A la question suivante d'"Informations Ouvrières" (IO) : "Que penses-tu de la position du SWP et de celle du camarade Mandel ?", Stéphane Just commence sa réponse par : "on assiste à une relative permutation des positions et des rapports à l'intérieur du Secrétariat Unifié : la direction du Socialist Workers Party s'est portée à la pointe du révisionisme en lui donnant une forme achevée sans exemple dans le passé".

Mais les lecteurs d'IO et les militants de l'OCI chercheront vainement une explication à cette soudaine "permutation de positions" alors que Stéphane Just vient d'expliquer que : "De 1969 à 1977, la direction du SWP avait au moins formellement (sic) résisté aux tendances révisionnistes et constitué la fraction léniniste-trotskiste".

D'abord comment peut-on résister ... "formellement ?!" Et puis comment est-ce possible de passer sans transition d'une résistance au révisionisme à son expression la plus achevée "sans exemple dans le passé ?!" En réalité, Stéphane Just tente de masquer la fonction politique de l'ex-tendance du SWP dans le SU : éviter l'éclatement du centre révisioniste en contenant les militants qui constataient à la lumière de la lutte des classes son caractère anti-trotskiste. Mais à l'orientation aventuriste d'émulation du guérillérisme de la majorité du SU, le SWP, Moreno et leur fraction commune opposaient, masquée sous de grands principes, leur orientation nationale-démocratique qui était l'expression pour les uns de leur adaptation à la "démocratie" américaine et pour les autres de sa prostration devant la bourgeoisie péroniste (3).

Mais alors pourquoi Stéphane Just tente-t-il de masquer cette fonction politique ? Parce que la fraction bolchévique et la TLT en sont les prolongements actuels et que le CORQI avait rejoint cette orientation avant même de constituer formellement avec eux le Comité partiaire.

Et ceci éclaire à son tout la nature de la

Biblioteca de Comunicació

CEDOC



crise du CORCI et son éclatement. Le caractère obscur et tactique des divergences, l'incongruité, en rapport à elles, de l'hystérie, des calomnies et des violences de la direction de l'OCI contre Politica Obvera, son nouvel engouement pour Moreno⁽³⁾, prouvent qu'elle est entrée dans la même phase de dégénérescence que le SU des renégats publistes et ses différentes ex-composantes.

Face aux exigences de la révolution mondiale, il ne fait aucun doute que l'avenir du comité paritaire, et du SU sera marqué par une accélération du processus de décomposition politique et de nouveaux et plus irrésistibles éclatements. Mais dans ce processus, la IVème Internationale, loin de rester spectatrice, doit devenir davantage encore l'élément déterminant de la déroute du centrisme liquidateur et du regroupement des travailleurs, de la jeunesse et des militants sur l'axe de la révolution prolétarienne, de la construction de son parti mondial.

De ce point de vue, nous ne laisserons pas passer la "conférence mondiale ouverte à toutes les organisations trotskystes" convoquée par le comité paritaire, sans exiger notre participation pour clarifier devant les militants l'ensemble de ces questions et exiger que chacun et chaque organisation participante condamne les calomnies de la direction de l'OCI contre notre camarade Michel VARGA et notre organisation, et que soient exclus les calomniateurs Lambert et Just.

Voilà la Quatrième Internationale.

Le 26/12/1979
Daniel ASSOULINE

(3) Moreno est dirigeant du PST argentin dont la politique d'adaptation à la bourgeoisie péroniste et sa bureaucratie syndicale est connue (Moreno en arrivait même à signer une déclaration commune avec Péron, le PC et d'autres partis en 1974 qui prétendaient subordonner le mouvement des masses au cadre institutionnel du péronisme au moment même où celui-ci commençait à être débordé !).

Moreno —



LAMBERT APPRENTI DE



VICHINSKY

DANS

**L'Organisation Communiste Internationaliste
de France
mène une campagne de calomnies
contre Michel Varga
et la Quatrième Internationale**

LIVRE BLANC

*des travaux de la
Commission d'Enquête*

PRIX 25 Frs

A L'ADRESSE DU JOURNAL



A bas la monarchie!

Vive la lutte du peuple sahraoui !

PAR Mohamed ABDOU

Depuis la signature des accords réactionnaires tripartites de Madrid en 1975, le problème du Sahara est loin d'être résolu. Ces accords avaient consacré l'évacuation des troupes espagnoles et le partage du Sahara occidental entre la Mauritanie et le Maroc, aux dépens des habitants du Sahara et sans les consulter aucunement. Il est vrai que le Front Polisario qui, à l'époque, entretenait des relations plus que cordiales avec l'occupant franquiste en espérant une pure et simple délégation des pouvoirs en son avantage -, avait pour ainsi dire "préparé le terrain" à cette solution "pacifique".

La guerre du Sahara dans laquelle sont engagés directement le Maroc contre le Polisario et le peuple sahraoui, et indirectement l'Algérie et la Libye, n'a cessé de démontrer tous les intérêts économiques et politiques énormes qui sont en jeu. L'ampleur des soutiens politiques et militaires, de chaque côté, montrent qu'il ne s'agit pas seulement d'une affaire "locale" mais bel et bien d'une portée internationale. Au Maroc, des partis bourgeois légaux au parti stalinien légal de Ali Yata et aux quelques centristes nationalistes, tous soutiennent le monarque sanguinaire Hassan II dans son entreprise de guerre et de rapine au Sahara. Car tous savent que c'est la monarchie elle-même qui est en jeu : alliée trop loin pour reculer politiquement sans risques, incapable de s'opposer militairement efficacement aux attaques incessantes des combattants sahraouis, la monarchie marocaine joue sa propre existence. Et ce sont les partis politiques qui la maintiennent à bout de bras au pouvoir. Par leur propagande nationaliste, chauvins, appelant à la guerre directe contre l'Algérie, par leur obstination à nier l'évidence (la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance nationale) les partis politiques accompagnent la monarchie dans sa fuite en avant. En demandant de plus en plus de sacrifices aux travailleurs et paysans marocains déjà terriblement touchés par la misère au nom de l'effort de guerre, ils lient de plus en plus leur sort à celui de Hassan II.

Les défaites diplomatiques internationales au Maroc sur la question du Sahara s'ajoutant à son impuissance militaire (du fait de la non motivation des soldats marocains qui ont, pour beaucoup, pas revu leur famille depuis 4 ans) malgré les récentes livraisons d'armes américaines et françaises, la corruption généralisée à tous les niveaux au Maroc, la misère des mas-

ses, font que l'impérialisme commence à envisager sérieusement la chute de la monarchie sans pour autant trouver d'alternative stable - sinon l'armée gangrenée par son impuissance et les purges de 71 et 72 après les deux coups d'état.

Il semblerait que depuis que la Mauritanie a abandonné toute revendication sur le Sahara, qu'elle est arrivé à un accord avec le Front Polisario et que le Maroc a occupé à lui seul l'ensemble de l'ancien Sahara occidental, les données politiques ont quelque peu changé. Certes, le parti gouvernemental espagnol l'U.C.D. a reconnu bien avant le Front Polisario comme "unique représentant du peuple sahraoui". Certes l'Algérie le soutient militairement. Certes le Front Polisario a été reconnu par plus de 40 pays. Il n'en reste pas moins que le danger de voir chuter la monarchie, avec le risque de destabilisation de la région y compris et surtout du régime algérien, pousse les uns et les autres à envisager une "solution qui respecterait les droits des uns et des autres" c'est à dire une solution politique aux dépens du peuple sahraoui bien entendu, faisant fi de son combat acharné pour sa libération nationale. Cette solution politique qui ouvrirait une porte de sortie dans l'impasse où se trouve la monarchie marocaine, ne serait pas obligatoirement pour déplaire à la direction bourgeoise du Front Polisario, prête à s'entendre avec Hassan II.

La section marocaine de la IVème Internationale combat pour la chute de la monarchie, pour la révolution socialiste. Elle soutient les luttes des peuples opprimés pour leur libération nationale. La lutte du peuple sahraoui contre les troupes royales marocaines a notre soutien total. Car la situation montre que la victoire du peuple sahraoui, c'est à dire la reconnaissance de son indépendance nationale va directement à l'encontre de la monarchie de Hassan II. C'est pour cela que la Ligue Ouvrière Révolutionnaire du Maroc condamne à l'avance toute velléité du Polisario de s'entendre avec Hassan II pour une solution de compromis. L'indépendance nationale du peuple sahraoui est une revendication légitime. Nous la soutenons. Mais nous savons qu'elle ne résoudra rien si le processus révolutionnaire ne s'étend pas à l'ensemble des Etats de l'Afrique du Nord.

Contre le courant nationaliste et chauvin entretenu au Maroc, notre section se présente comme la seule organisation politique et révolutionnaire qui affirme que notre tâche première est de faire tomber la monarchie policière et corrompue et que la lutte du peuple sahraoui peut aller dans le même sens si elle n'est pas trahie par ses propres dirigeants. L'ennemi n'est pas à nos frontières, mais dans notre pays. Les exploiteurs et les vampires capitalistes, qui ont le soutien "national" des staliniens, sont nos premiers ennemis et ceux de tous les travailleurs.

Suite de la p.3

à Kaboul au nom de la même démocratie pour la défense de laquelle, selon elle, en France et dans d'autres pays, les partis socio-démocrates et staliniens devraient s'engager avec l'appui des travailleurs. C'est sur cette base de pression des masses sur les appareils trahis (afin qu'ils entreprennent des actions démocratiques et parlementaires que les centristes essaient de constituer un conglomérat confusionniste à l'échelle mondiale et nationale, avec les débris issus de la crise du stalinisme et de la social-démocratie. C'est ainsi qu'ils participent aux efforts du stalinisme pour subordonner davantage la classe ouvrière à l'imperialisme.

La I^e Internationale rejette fermement une telle politique, car elle vise à perpétuer le prolétariat qu'il ne peut influencer ni contrôler le développement de la lutte des classes en sa faveur, en construisant sa direction indépendante du Kremlin, mais qu'il ne peut que s'aligner sur un des prétendus "blocs", c'est-à-dire, en définitive, sur la politique de défense des démocraties développée par la bureaucratie stalinienne.

Ainsi, la préparation du VII^e Congrès de la I^e Internationale signifie pour le parti une lutte afin de diriger les mouvements des masses qui s'annoncent (pour les diriger vers l'affrontement avec l'Etat bourgeois et les dictatures policières du Kremlin) vers la prise du pouvoir par le prolétariat.

Il s'agit d'une lutte de délimitation face à la bureaucratie du Kremlin, son appareil, et les centristes pseudo-trotskistes. Une lutte qui, à chaque pas, doit aboutir à l'organisation du prolétariat dans et autour de notre parti. C'est en s'engageant résolument dans ce combat que la I^e Internationale ouvre la perspective révolutionnaire à la jeunesse afin qu'elle se regroupe massivement dans l'IRI pour la construction de la direction internationale du prolétariat.

C'est également en mettant au centre de son activité la construction du centre international de la révolution mondiale, que la section française donne à la fondation du Parti Ouvrier Révolutionnaire de France son contenu de délimitation internationale contre les faux-trotskistes dont le centre se situe en France.

La IV^e Internationale, lance un "FOND OUVRIER POUR L'INTERNATIONALE". Elle lance un appel à la classe ouvrière mondiale pour qu'elle s'engage à aider financièrement la construction du centre international. La lutte pour le "FOND OUVRIER POUR L'INTERNATIONALE" est une lutte politique dans les rangs ouvriers autour de la nécessité d'une Internationale indépendante du stalinisme. C'est cette compréhension de la campagne financière (éducation politique des travailleurs autour de la nécessité d'assumer les forces matérielles de l'indépendance de classe) qui constitue le gage de son succès.

Le Comité Exécutif International de la Quatrième Internationale le 27 janvier 1980

REDACTEUR EN CHEF : Victor San Mi
REDACTION ET COLLABORATEURS : Itx
Arnaiz, Antoine Bálint, Jon Cohen
Patricia Gironella, Marek Kantor,
Martin, Dominique Navarro, Aníbal
Michel Varga



PROLETARIAT DU MONDE LES PAYS UNIS - PARIS
50, rue du Fbg. du Temple
75011 - Paris, France



PROLETARIAT DU MONDE LOS PAISES UNIDOS
Apartado de Correos 2808
Barcelona - Espana



PROLETARIAT OF THE WORLD UNITE
TRUTH Inc., PO Box 07066
Detroit, Mi. 48207, USA

SOMMAIRE

Editorial: Résolution du CEI
de la IV^e Internationale p.1

A propos du livre de Bahro:

UNE ALTERNATIVE? p.4

Amérique latine:

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ET
REVOLUTION PROLETARIENNE pp.9

A propos du "comité paritaire"
LA FALSIFICATION AU SECOURS
DE LA CALOMNIE p.18

Maroc: A BAS LA MONARCHIE !
VIVE LA LUTTE DU PEUPLE
SAHRAOUI

p.23